

INTERNATIONAL
LAND
COALITION

RAPPORT TRIENNAL 2022-24

DROITS FONCIERS ET RÉSILIENCE

RÉCITS ISSUS DE NOTRE RÉSEAU

84

*Millions de personnes
représentées*

282

Organisations

78

Pays

32

*Coalitions nationales
pour l'accès à la terre*

LEGEND

Que vous souhaitiez approfondir le sujet ou passer directement aux parties qui vous intéressent le plus, nous vous invitons à garder un œil sur les histoires provenant directement des peuples autochtones, des femmes, des jeunes, des éleveurs et des agriculteurs de notre réseau. Nous les avons signalés par ces icônes :



JEUNESSE



FEMMES



PASTEURS



PEUPLES AUTOCHTONES



AGRICULTEURS, PAYSANS, PÊCHEURS, HABITANTS DES FORÊTS

CONTENU

MESSAGE DE LA COPRÉSIDENTE	5
RENCONTRER LES DIRIGEANTS DE L'ILC	6
UNE COALITION DIRIGÉE PAR DES ORGANISATIONS POPULAIRES ET DES PEUPLES	8
AVANT-PROPOS	10
NOTRE IMPACT 2022-24	12

CHAPITRE 1 LES COALITIONS NATIONALES POUR L'ACCÈS À LA TERRE À L'ORIGINE DE TRANSFORMATIONS LOCALES **14**

GOVERNANCE FONCIÈRE CENTRÉE SUR LES PERSONNES EN ACTION	16
<i>Au Bangladesh, les jeunes autochtones résistent à l'accaparement des terres</i>	18
<i>Au Togo, des frontières pour assurer la paix</i>	20
<i>Nourrir des familles grâce à la réforme agraire menée en Indonésie</i>	22
<i>Aux Philippines, une réforme foncière favorable aux producteurs de canne à sucre</i>	24
<i>Cultiver pour l'avenir de l'Argentine</i>	26
<i>En Équateur, prendre soin des lagons</i>	28

LES COALITIONS NATIONALES POUR L'ACCÈS À LA TERRE S'ATTAQUENT AUX CRISES TOUCHANT LE CLIMAT ET LA NATURE **30**

UNE APPROCHE DU FINANCEMENT DE L'ACTION CLIMATIQUE AXÉE SUR LES PERSONNES **31**

COALITIONS NATIONALES POUR L'ACCÈS À LA TERRE **33**

<i>La diversité est notre force, pas notre faiblesse</i>	34
<i>Des examens des questions d'égalité entre les genres pour assurer la parité au sein des coalitions nationales pour l'accès à la terre</i>	35

CHAPITRE 2 POSER LES BASES AVEC LES DONNÉES CITOYENNES **36**

LA DÉCOUVERTE DE LA FACE CACHÉE DE L'ICEBERG **40**

DES MANQUEMENTS CRUCIAUX DANS LES RAPPORTS DES ÉTATS **42**

<i>Le Kenya intensifie son engagement</i>	43
<i>Des partenariats sur les données au service du progrès</i>	44
<i>Un fonds d'urgence pour défendre les défenseurs</i>	45



Le contenu de cet ouvrage peut être librement reproduit, traduit et distribué. Cet ouvrage ne peut être utilisé à des fins commerciales. Pour plus d'informations, veuillez contacter info@landcoalition.org ou accédez à : <http://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0>

Publié : December, 2024

Conception : **Federico Pinci**, <http://www.federicopinci.info>

Photos : Abaza, Benanav, Minkaprod, King, Taylor

Illustrations : Eleanore Shakespeare, Federico Pinci

PLAIDER À L'AIDE DES DONNÉES CITOYENNES	46
LES PEUPLES AUTOCHTONES CÉLÈBRENT UNE VICTOIRE À LA COP16	48
<i>De nouvelles données révèlent que l'exploitation illégale du bois détruit les forêts du Suriname</i>	50
CHAPITRE 3	
CRÉER UNE DYNAMIQUE MONDIALE EN FAVEUR DES DROITS FONCIERS	52
DES DROITS FONCIERS POUR RÉSOUDRE LA CRISE MONDIALE DE LA NATURE ET DU CLIMAT	54
RELIER LE CLIMAT AUX DROITS FONCIERS DANS LES ESPACES DE PLAIDOYER INTERNATIONAUX	55
LES PEUPLES AUTOCHTONES RÉSISTENT À L'EXTRACTIVISME EN ARGENTINE	58
LES FEMMES LUTTENT POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE ET CONTRE LE PATRIARCAT	59
LE PREMIER FORUM FONCIER MONDIAL DES JEUNES	60
<i>Les populations pastorales massaïes luttent pour une conservation axée sur l'humain</i>	62
DÉFENDRE LES DROITS FONCIERS DES FEMMES	63
RÉSISTER EN PLEIN GÉNOCIDE EN PALESTINE	64
<i>Alimenter les plans d'action mondial et régional de la décennie des nations unies</i>	66
<i>Sécuriser les territoires autochtones pour protéger la vie en Amérique latine</i>	67
LE FORUM FONCIER MONDIAL DE JORDANIE ET LA DÉCLARATION DE LA MER MORTE	68
CHAPITRE 4	
APPRENTISSAGE, LE CŒUR DE NOTRE RÉSEAU	70
ÉCHANGES DE CONNAISSANCES À L'ÉCHELLE MONDIALE	70
<i>Connaissances et résistances en Colombie</i>	72
<i>Renforcer les partenariats entre gouvernements et société civile en Ouganda</i>	74
<i>Créer une dynamique pour la conservation axée sur l'humain au Kenya</i>	76
<i>S'unir pour l'inclusion sociale et la jeunesse en Indonésie</i>	78
LES JEUNES LEADERS PRENNENT LES DEVANTS	80
VERS UNE COALITION PLUS PARITAIRE	81
RAPPORT FINANCIER	82

MESSAGE DE LA COPRÉSIDENTENCE

Nous sommes heureux de présenter le rapport triennal 2022-2024 de la Coalition internationale pour l'accès à la terre (ILC), qui est à la fois un témoignage des près de 84 millions de personnes représentées par nos membres dans le monde, mais aussi une promesse que nous leur faisons.

Nous nous sommes engagés, il y a deux ans, à transférer le pouvoir aux organisations populaires et des peuples, et observons des changements importants. Un examen indépendant mené par Keystone a confirmé que seuls 10% de nos membres considéraient désormais l'ILC comme une organisation centralisée, ce qui témoigne d'une véritable avancée vers un modèle de gouvernance plus inclusif.

Nous sommes fiers aujourd'hui que notre Conseil réunisse un ensemble puissant et représentatif de peuples autochtones, de populations pastorales, de femmes, de jeunes et d'organisations de petits exploitants. Cette diversité nous rend plus forts. Pour l'ILC, il est essentiel que les personnes qui vivent et dépendent de la terre soient capables de prendre les rênes et puissent réellement participer à nos processus décisionnels, aux côtés des autres groupes constitutifs représentés dans notre réseau.

C'est pourquoi il ne faut pas sous-estimer le fait que 39% des sièges du Conseil soient aujourd'hui détenus par des organisations populaires et des peuples; cet exploit est même un enjeu majeur pour notre Coalition. Au niveau national, les organisations populaires et des peuples dirigent désormais 23 des 32 Coalitions nationales pour l'accès à la terre (CLN), soit une hausse notable de 19% depuis 2023 et un indicateur important de notre engagement en faveur du changement impulsé par la base.

Ce changement ne concerne pas que la gouvernance et les opérations de l'ILC: il redéfinit tous les aspects de notre travail, y compris la façon dont nous établissons nos partenariats, partageons nos connaissances, apprenons les uns des autres et élaborons nos projets avec la contribution des différents groupes constitutifs. Nous sommes déterminés à faire entendre leur voix dans les discussions stratégiques à l'échelle locale comme mondiale, grâce à une approche narrative et à des données convaincantes, qui assurent la redevabilité des pouvoirs publics et des entreprises privées.

Tout cela nous permet d'avoir un impact là où cela compte vraiment: avec l'aide des membres de l'ILC, respectivement 2,6 millions de personnes et 148 000 personnes ont acquis indirectement et directement des droits fonciers sûrs ces trois dernières années.

Nous espérons qu'en lisant ce rapport, vous constaterez les effets bénéfiques de ce transfert de pouvoir au sein du réseau. Nous sommes heureux de servir les membres de l'ILC dans ce voyage vers un monde plus juste et plus inclusif.

Nous nous réjouissons, ainsi que tout le Conseil de l'ILC, de poursuivre notre collaboration à l'avenir!



DORIS MUNYINGI
GROOTS Kenya,
coprésident



JUAN CARLOS MENDOZA
FIDA, coprésident

RENCONTRER LES DIRIGEANTS DE L'ILC

Dans le cadre du changement de pouvoir de l'ILC, des groupes représentant chacun des cinq groupes prioritaires s'efforcent de construire et d'amplifier une voix commune pour leurs communautés dans le monde entier. Ils guident également l'action de l'ILC pour relever les défis particuliers en matière de droits fonciers auxquels leur groupe est confronté. Voici les visages et les voix de certains des membres des communautés qui mènent la charge et ce qu'ils ont à dire sur l'évolution du réseau ! En lisant le rapport, gardez un œil sur les histoires de ces groupes en identifiant leur icône unique.



Le monde est confronté à une crise réelle et actuelle, et la solution ne peut venir que des peuples autochtones, non pas parce qu'ils ont des capacités extraordinaires, mais parce qu'ils sont profondément liés à la Terre, ancrés dans leur territoire et engagés dans la préservation de leur environnement naturel. L'ILC représente un mouvement en faveur du changement, dirigé par et pour ses membres, qui aspire à un avenir où chaque voix compte et où chaque communauté a un rôle à jouer dans la construction d'un avenir meilleur

AMINA AMHARECH,
réseau communautaire amazigh AZUL, Maroc



Le changement de pouvoir a véritablement donné du pouvoir aux jeunes en créant des opportunités de leadership significatives. En s'assurant que nos voix ne sont pas seulement entendues mais qu'elles sont influentes, l'ILC a franchi une étape cruciale vers la réalisation d'une véritable justice foncière et la promotion de droits fonciers équitables pour tous. Cette approche inclusive permet non seulement de faire avancer nos objectifs communs, mais aussi de consolider les bases d'un changement durable sur l'ensemble des territoires. Les jeunes, en particulier les jeunes autochtones comme moi, sont essentiels pour faire progresser les pratiques foncières durables et préserver notre patrimoine culture"

KANTUTA CONDE CHOQUE,
Red de Jóvenes Indígenas de Latino America y el Caribe, Bolivie



La circonscription des femmes est importante parce qu'elle fait partie intégrante de l'égalité des sexes. Il aide les femmes à faire entendre leur voix et à prendre des décisions dans une société patriarcale. Les groupes de femmes peuvent briser tous les stéréotypes et les barrières fondés sur le sexe

LIPI RAHMAN, Badabon Sangho, Bangladesh



Le changement de pouvoir et de gouvernance de l'ILC a créé des opportunités pour des personnes comme moi, issues de communautés pastorales, d'apporter nos expériences vécues sur une scène mondiale, avec des rôles dans la direction et la prise de décision. Cette évolution a non seulement renforcé la résilience des communautés, mais elle a également permis de créer un mouvement mondial qui donne aux éleveurs les moyens de protéger leurs terres, leurs droits et leur avenir

BHAVANA DESAI, MARAG, Inde



Les petits exploitants agricoles familiaux contribuent à hauteur d'au moins 35 % de l'alimentation mondiale et jusqu'à 80 % de l'alimentation dans les régions d'Asie et d'Afrique, même s'ils ne couvrent que 12 % des terres agricoles mondiales. Pourtant, ils n'ont toujours pas leur mot à dire dans les politiques qui affectent leurs moyens de subsistance. Ainsi, notre secteur reste très vulnérable aux multiples crises climatiques, aux prix et aux conflits. Nous félicitons la direction de l'ILC pour son changement de pouvoir, en offrant à nos organisations des sièges, des espaces et des plateformes importants dans ses processus de gouvernance et ses opérations. Cela contribuera à renforcer nos capacités en matière de leadership, de réseautage et d'engagement politique, promouvant davantage notre ambition de garantir les droits des femmes, des hommes et des jeunes agriculteurs familiaux aux ressources en terre et en eau, et à une gestion durable de l'utilisation des terres.

ESTRELLA "ESTHER" PENUNIA, Secrétaire général, Association des agriculteurs asiatiques (AFA)



UNE COALITION DIRIGÉE PAR DES ORGANISATIONS POPULAIRES ET DES PEUPLES

104
ORGANISATIONS

83,932,814
PERSONNES REPRÉSENTÉES

51
PAYS

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Nombre d'organisations populaires : 27



GLOBAL

Nombre total de membres : 2



EUROPE, MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Nombre d'organisations populaires : 12



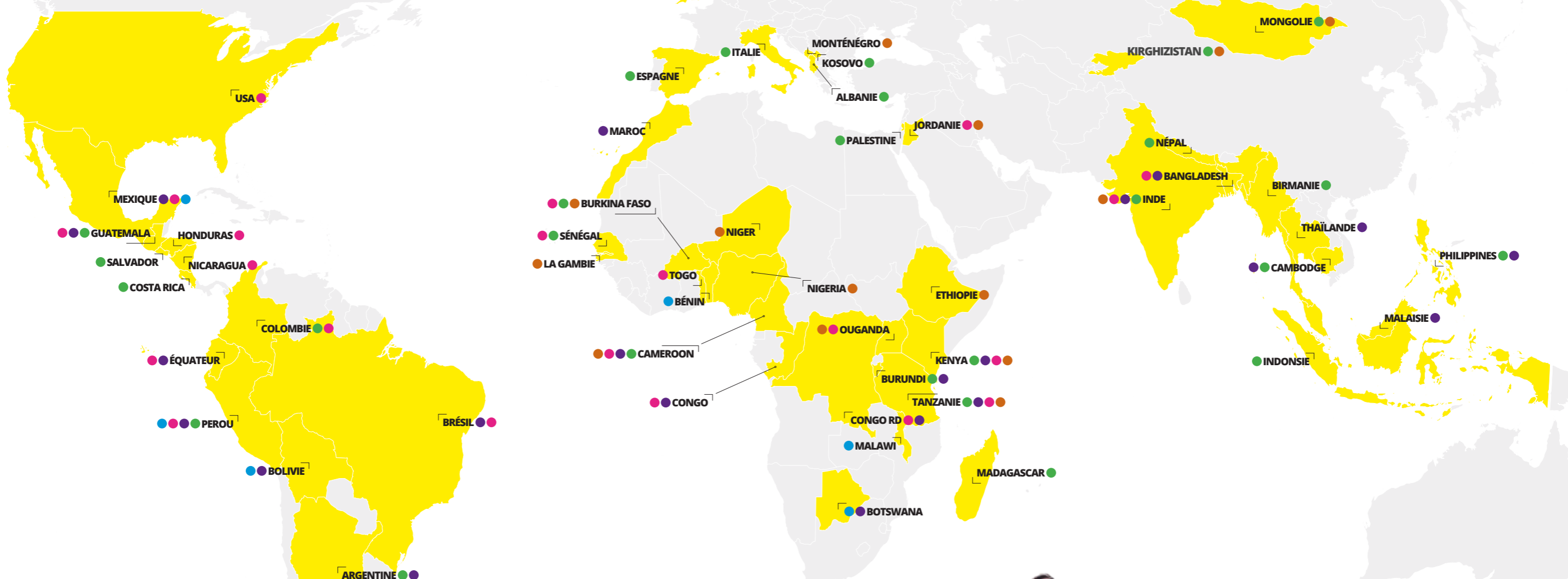
AFRIQUE

Nombre d'organisations populaires : 39



ASIE

Nombre d'organisations populaires : 24



AGRICULTEURS, PAYSANS, PÊCHEURS, HABITANTS DES FORÊTS



PEUPLES AUTOCHTONES



FEMMES



JEUNESSE



PASTEURS

CONSTITUANTES

MIKE TAYLOR



ZULEMA BURNEO



ANU VERMA



EVA OKOTH



SHAHD ALMUKHTAR



AVANT-PROPOS

Inutile de rappeler que nous vivons une époque sans précédent. Pourtant, année après année, nos membres subissent des persécutions politiques et sociales, auxquelles s'ajoutent d'énormes pressions exercées sur leurs terres, qui rendent plus difficiles leur protection, leur entretien et la possibilité d'en vivre. Il peut être long et difficile de parvenir au changement, et les défis à relever sont complexes et profondément ancrés.

Nous avons entamé ce triennat en sachant déjà que les inégalités foncières s'accroissaient dans la plupart des pays, et ce plus rapidement que prévu. Nous sommes désormais confrontés à une menace existentielle qui creuse ces inégalités. Les pressions exercées sur les terres provoquées par la crise climatique créent des tempêtes, à la fois réelles et métaphoriques, qui détruisent les structures qui sous-tendent l'unité civique. Ces pressions érodent encore davantage les systèmes alimentaires durables et pilotés localement, nuisent à la sécurité alimentaire et aux moyens d'existence et provoquent une vague de dépossessions à un rythme alarmant.

Avec ces crises, il convient de repartir de zéro.

La puissance de notre réseau nous permet de relever le défi d'un changement systémique.

Dans ce rapport, vous lirez des exemples édifiants de nos membres. Vous rencontrerez des personnes qui prennent soin de nos écosystèmes et qui utilisent leurs grandes connaissances pour entretenir les sols et maintenir l'agrobiodiversité restante, façonnant ainsi les systèmes alimentaires de demain.

Vous apprendrez comment nous aiguïsons nos défenses contre la répression et les attaques dont sont victimes les membres de notre réseau en tirant parti des données citoyennes pour exiger des comptes, braquant ainsi les projecteurs sur ce qui pourrait autrement passer inaperçu. En créant des espaces et en donnant à nos membres la possibilité de s'exprimer, nous pouvons créer ensemble d'autres politiques et stratégies, de l'échelon local jusqu'à l'échelon mondial.

Ces récits, nos réalisations collectives, forment la base d'un avenir équitable, dans lequel les communautés locales ont les outils dont elles ont besoin pour défendre la démocratie et lutter contre l'autoritarisme, le despotisme, la destruction des écosystèmes et d'autres formes d'oppression profondément enracinées dans l'histoire.

Nous savons que le changement peut suivre un cheminement difficile, et ne parvenons pas toujours à nos fins. Pourtant, alors que nous nous apprêtons à fermer le chapitre 2022-2024 et à démarrer le prochain triennat, le chemin parcouru jusqu'ici, grâce notamment à notre diversité, à notre unité et à notre portée, nous motive. Nous sommes collectivement convaincus que pour nous affranchir des inégalités, des systèmes alimentaires fracturés, du recul de la démocratie et des crises climatique et environnementale, nous devons défendre les droits fonciers des personnes qui vivent et dépendent de la terre. Ceux-ci forment la base de l'avenir juste et résilient que nous continuerons de bâtir ensemble.

Mike Taylor, Directeur du Secrétariat de l'ILC

Zulema Burneo, Coordinatrice, Amérique latine et Caraïbes

Anu Verma, Coordinatrice, Asie

Eva Okoth, Coordinatrice permanente, Afrique

Shahd Al Mukhtar, Coordinatrice, Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord

“ —

Dans le cadre de notre soutien de longue date à l'ILC, nous avons été impressionnés par la force du réseau et par la qualité de son impact, dues en grande partie à l'engagement et au dévouement de la Coalition et de ses membres. Je pense en particulier aux efforts coordonnés déployés ces trois dernières années dans les domaines des données foncières, de l'aide aux défenseurs et défenseuses des droits fonciers et de la réforme de la gouvernance de l'ILC, qui donne plus de pouvoir aux organisations populaires et des peuples.

L'ILC aide à éclairer les stratégies et actions de l'UE dans le monde, en montrant le rôle essentiel que joue la gouvernance foncière équitable pour atteindre les objectifs mondiaux en matière de droits humains, de sécurité alimentaire, de changements climatiques et de biodiversité.



ETIENNE COYETTE

UE, Partenariats internationaux

NOTRE IMPACT 2022-24

OBJECTIF STRATÉGIQUE 1 (OS1)

COALITIONS NATIONALES POUR L'ACCÈS À LA TERRE (CLN)

211.255	NB D'HA JOUISSANT DE DROITS FONCIERS SÛRS
2.624.311	NB DE PERSONNES JOUISSANT DE DROITS FONCIERS SÛRS
52 POLITIQUES MODIFIÉES	AFRIQUE: 15 POLITIQUES ASIE: 18 POLITIQUES EMOAN: 5 POLITIQUES ALC: 14 POLITIQUES
74 PRATIQUES MODIFIÉES	AFRIQUE: 28 PRATIQUES ASIE: 26 PRATIQUES EMOAN: 5 PRATIQUES ALC: 15 PRATIQUES



46%

DE FEMMES PARTICIPANT AUX PLATEFORMES DE L'ILC



29%

DE JEUNES PARTICIPANT AUX PLATEFORMES DE L'ILC

OBJECTIF STRATÉGIQUE 2 (OS2)

LES DONNÉES DES CITOYENS SONT PRODUITES ET UTILISÉES POUR DEMANDER DES COMPTES AUX GOUVERNEMENTS ET AUX ENTREPRISES

19

RAPPORTS ONT UTILISÉ DES DONNÉES CITOYENNES POUR RENDRE DES COMPTES

10

RAPPORTS PARALLÈLES ET CONTRE-RAPPORTS

6

RAPPORTS DE PAYS SUR LES ODD

16

ORGANISATIONS POPULAIRES ET DES PEUPLES DIRIGEANT LA COLLECTE DE DONNÉES DANS 29 PAYS



39%

DES PERSONNES CONTRIBUANT À LANDEX SONT DES FEMMES

OBJECTIF STRATÉGIQUE 3 (OS3)

LE PLAIDOYER RÉGIONAL ET MONDIAL CONSTRUIT L'ENGAGEMENT POLITIQUE EN FAVEUR D'UNE GOUVERNANCE FONCIÈRE CENTRÉE SUR LES

25

ESPACES POLITIQUES INFLUENCÉS À L'ÉCHELLE MONDIALE

1

ESPACES POLITIQUES INFLUENCÉS À L'ÉCHELLE RÉGIONALE

152

REPRÉSENTANT(E)S D'ORGANISATIONS POPULAIRES ET DES PEUPLES DANS LES ESPACES INTERNATIONAUX



45

JEUNES ISSUS DES MEMBRES DE L'ILC DANS LES ESPACES INTERNATIONAUX



97

FEMMES ISSUES DES MEMBRES DE L'ILC DANS LES ESPACES INTERNATIONAUX

APPRENTISSAGE

61

PRODUITS DU SAVOIR

65

FORMATION/RENFORCEMENT DES CAPACITÉS



1.559

PARTICIPANT(E)S AUX FORMATIONS DE L'ILC
(608 FEMMES)

RÉSEAUX SOCIAUX

277.756 engagements

95.844 audience

4.368.008 portée

LE WEB

145K utilisateurs actifs

416K visites sur le site Web

1.2 MILLIONS d'engagements avec notre site web

PERSONNES

CHAPITRE 1

LES COALITIONS NATIONALES
POUR L'ACCÈS À LA TERRE À L'ORIGINE DE

TRANSFORMATIONS LOCALES

LES COALITIONS NATIONALES POUR L'ACCÈS À LA TERRE
(NLC) DE L'ILC PERMETTENT À PLUS DE 330 PARTENAIRES
DANS PLUS DE 30 PAYS DE NOUER DES LIENS

Avec les organisations populaires et des peuples à leur tête, elles sont ancrées sur les besoins des communautés en première ligne des crises les plus graves du monde: la *contraction de l'espace civique*, la *hausse des inégalités*, la *fracture des systèmes alimentaires* et la *crise climatique*. Le travail qu'elles accomplissent révolutionne la vie quotidienne de milliers de personnes en bâtissant des fondations solides pour la transformation des systèmes de gouvernance foncière. Même confrontées à des défis extrêmes, elles obtiennent des résultats remarquables.

2.624.311

NB DE PERSONNES JOUISSANT
DE DROITS FONCIERS SÛRS

211.255

NB D'HA JOUISSANT
DE DROITS FONCIERS SÛRS

74

PRATIQUES MODIFIÉES

AFRIQUE: 28 PRATIQUES
ASIE: 26 PRATIQUES
EMOAN: 5 PRATIQUES
ALC: 15 PRATIQUES

52

POLITIQUES MODIFIÉES

AFRIQUE: 15 POLITIQUES
ASIE: 18 POLITIQUES
EMOAN: 5 POLITIQUES
ALC: 14 POLITIQUES

46%



FEMMES PARTICIPANT
AUX PLATEFORMES DE L'ILC



29%

JEUNES PARTICIPANT
AUX PLATEFORMES DE L'ILC

GOVERNANCE FONCIÈRE CENTRÉE SUR LES PERSONNES EN ACTION

AUDITS SUR LE GENRE

Les membres se sont mobilisés au niveau national pour rendre compte spécifiquement de la situation des droits fonciers des femmes. L'audit a été coordonné par la Plateforme de restauration des écosystèmes et l'Alliance pastorale d'Asie du Sud en Asie, et par la Plateforme des peuples autochtones en Afrique.

GLOBAL LAND CATALYST

Un mécanisme de financement permettant aux coalitions foncières nationales (CNL) de s'engager dans le plaidoyer national en faveur du climat et de l'environnement, notamment en influençant la révision des contributions déterminées au niveau national (CCNUCC), des stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (CDB) et des plans d'action nationaux (CNULCD) de leur pays.

RFT

Rainforest Trust a engagé 3,5 millions USD dans le réseau ILC pour établir plus de 230 000 hectares de zones protégées communautaires au Pérou, aux Philippines et en Indonésie tout en sauvant plus de 80 espèces menacées.

LANDex

L'indice mondial de gouvernance foncière qui place les personnes au centre des données foncières, démocratise la surveillance des terres et construit un écosystème de données où toutes les voix peuvent être entendues.

CONVERGENCE

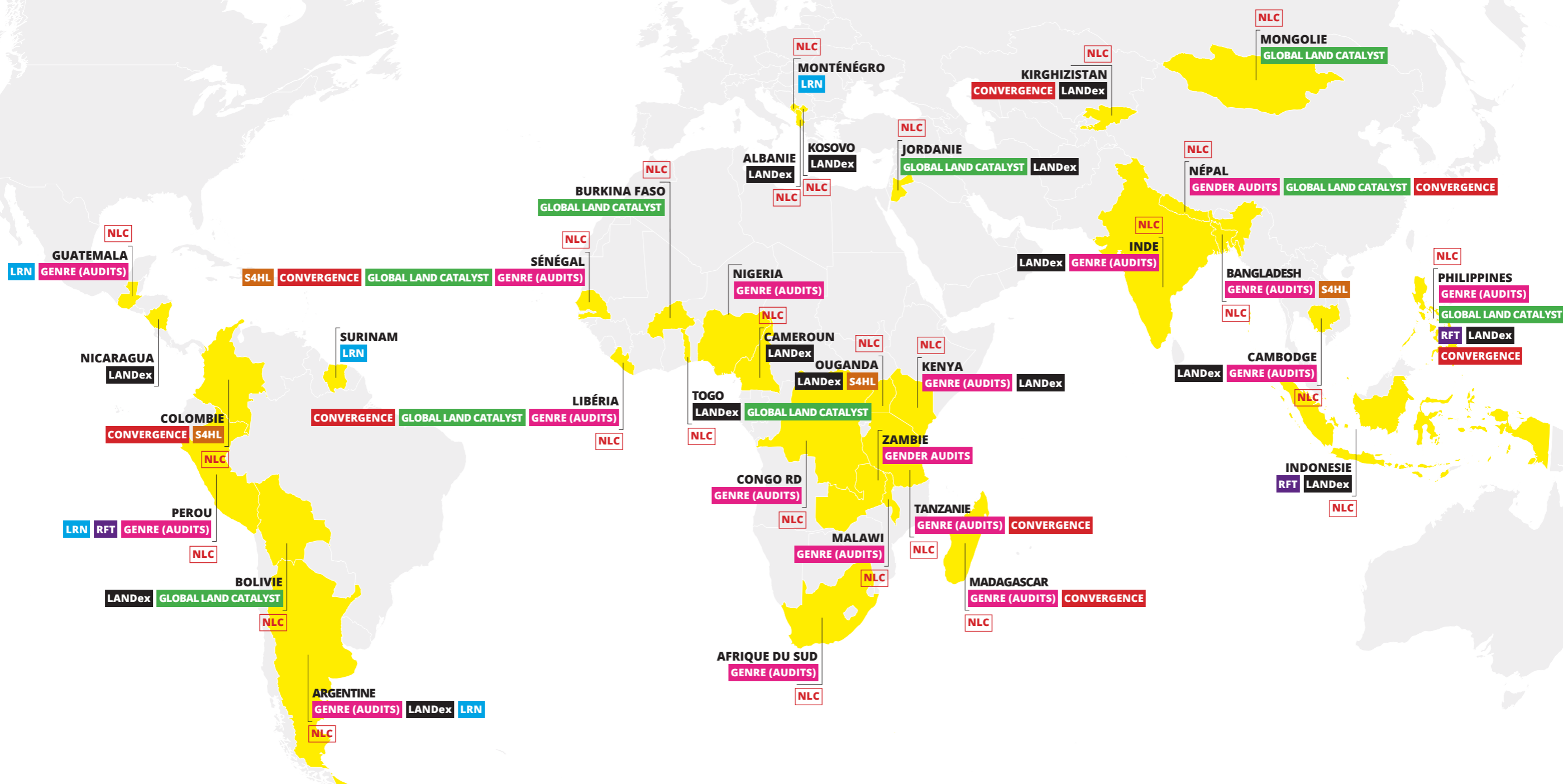
Œuvrer pour renforcer la collaboration entre les coalitions foncières nationales et les programmes nationaux des membres multilatéraux (Banque mondiale, FIDA et FAO).

LRN

Land Rights Now mobilise et engage les citoyens actifs, les médias, les communautés et les organisations du monde entier pour promouvoir et garantir les droits fonciers des peuples autochtones et des communautés locales.

S4HL

Stand for Her Land se consacre à la promotion et à la protection des droits fonciers des femmes à travers le monde : des droits fonciers sécurisés sont essentiels non seulement pour l'autonomisation individuelle, mais aussi pour la résilience communautaire et la durabilité environnementale.





Au Bangladesh, les jeunes autochtones résistent à l'accaparement des terres



Au Bangladesh, la Coalition nationale pour l'accès à la terre a collaboré avec de jeunes autochtones qui luttent contre l'accaparement des terres et **la hausse des inégalités foncières** pour défier les porteurs d'un projet de tourisme cinq étoiles qui cherchaient à accaparer leur territoire ancestral à Naitong Hill. Ces terres jouent par ailleurs un rôle central dans l'agriculture communautaire et constituent une importante source de revenus. Mais pour les peuples autochtones, les terres ne fournissent pas que des moyens d'existence.

Elles sont étroitement liées à leur identité, à leur culture et à leur mode de vie.

Les Mro sont l'une des onze communautés autochtones à vivre dans la région de Chittagong Hill Tracts, au Bangladesh. Lorsque Reng Young Mro, étudiant dans la capitale, a appris que près de 10 000 membres de sa communauté risquaient d'être expulsés, il est rentré chez lui et s'est joint à d'autres jeunes autochtones.

« Nos ancêtres ont vécu sur cette terre pendant plusieurs centaines d'années. Si cela se reproduit, nous sommes prêts à nous battre. »

- RENG YOUNG MRO



Après 3 mois de manifestations et grâce à l'aide financière et technique de la NLC Bangladesh, le gouvernement a finalement abandonné le projet.

La construction de l'hôtel a cessé, pour l'instant.



[VERS L'HISTOIRE COMPLÈTE ↗](#)

[TÉLÉCHARGER LE DOCUMENT DE CONTRIBUTION ↗](#)





Au Togo, des frontières pour assurer la paix

Les communautés avec lesquelles travaille la Coalition nationale pour l'accès à la terre du Togo sont elles aussi confrontées à des menaces d'accaparement des terres de plus en plus graves, les industries extractivistes étant toujours plus nombreuses à convoiter leurs ressources naturelles. Cette situation, à laquelle s'ajoutent une dégradation des terres aggravée par la crise climatique et des différends entre régimes fonciers coutumiers et systèmes de délivrance de titres privés, crée des pressions qui peuvent considérablement aggraver les conflits fonciers. La NLC est donc passée à l'action.

Elle s'est mobilisée pour mettre à exécution le Code foncier et domanial de 2018, qui reconnaît le droit des communautés à posséder, transférer et utiliser des terres, renforçant considérablement *la stabilité et l'unité locales* et transformant ainsi la gouvernance foncière pour réduire le risque de conflit.

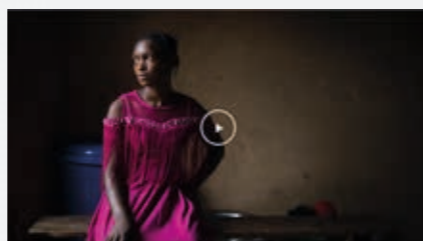
Avec l'aide de la NLC, le chef Semenou Ankou a piloté ce processus dans la communauté d'Illico Ogome. Ensemble, ils ont commencé par organiser des réunions de conciliation entre communautés voisines pour résoudre les litiges fonciers existants.

Ils ont ensuite aidé à cartographier, délimiter et enregistrer plus de 400 hectares.

Ce faisant, ils ont donné à la communauté un pouvoir décisionnel sur les terres et les ressources dont elle dépend pour survivre, tout en les défendant contre les menaces extérieures.

« Grâce au Code foncier, nous pouvons nous exprimer, et avons notre mot à dire sur notre destin. Notre communauté est plus unie que jamais, et nos terres sont une source de fierté. »

- SEMENOU ANKOU



À LA VIDÉO ↗



Un jeune agriculteur, Dossavi, avait pu constater de visu l'effet que pouvait avoir l'insécurité foncière sur les communautés et les familles. Dossavi, qui était né et avait grandi à Illico Ogome, avait fui les conflits fonciers qui ravageaient son village dans sa jeunesse pour partir à la recherche d'un avenir plus sûr en ville. Grâce au travail de la NLC, Dossavi a enfin pu revendiquer les terres sur lesquels il avait vécu et qu'il avait cultivées.

« Le Code foncier ne s'applique pas qu'à l'ancienne génération. Il est là aussi pour nous assurer un avenir. Nous avons désormais nos propres terres, et c'est libérateur. Nous pouvons produire nos propres cultures et nourrir nos familles. Ce n'est pas qu'une question de terre, c'est aussi une question d'autonomisation. »

- DOSSAVI DONNE

La Coalition nationale pour l'accès à la terre au Togo a non seulement aidé à faire adopter le Code, mais s'est aussi donné pour mission d'aider à le faire connaître et à le mettre à exécution, **en distribuant 10 000 copies** aux communautés et chefs locaux. La NLC a travaillé avec d'autres chefs traditionnels pour **garantir plus de 5 000 hectares dans d'autres villages qu'Illico, bénéficiant ainsi à 600 personnes.**

VERS L'HISTOIRE COMPLÈTE ↗

TÉLÉCHARGER LE DOCUMENT DE CONTRIBUTION SUR L'INDONÉSIE ↗



Nourrir des familles grâce à la réforme agraire menée en Indonésie



En Indonésie, la Coalition nationale pour l'accès à la terre a mis en œuvre une initiative de cartographie participative similaire à celle du Togo, pour contrecarrer l'approche descendante du gouvernement en matière de redistribution des terres.

Profitant des lois nationales et du programme de réforme agraire en vigueur, elle a lutté aux côtés des communautés locales du village de Mangkit pour leurs droits fonciers. Grâce à cette initiative, **le gouvernement a restitué 444 hectares de terres et authentifié 1 050 certificats fonciers**, renforçant ainsi la sécurité des droits fonciers des communautés locales et la **durabilité des systèmes alimentaires**.



[À LA VIDÉO ↗](#)

Près de 50% des titres ont été attribués à des agricultrices comme Anci Tatawi. Avant de recevoir son titre, elle défendait sa terre contre une entreprise de plantations de cocotiers, et faisait régulièrement l'objet de menaces et d'accusations d'empiètement. Aujourd'hui, Anci Tatawi possède et exploite aux côtés de son époux une ferme de 1 000 m² (pour laquelle ils sont tous deux titulaires d'un certificat foncier), et a ouvert un petit magasin de quartier.

« J'ai créé, aux côtés d'autres agricultrices, une petite entreprise de production de chips, par exemple de bananes et de patates douces, à partir de nos cultures. Nous les vendons aussi dans les villages voisins. Je souhaite faire comprendre aux autres agricultrices indonésiennes que nous ne devons jamais cesser de lutter pour nos droits fonciers. »

- ANCI TATAWI

Après 30 années de lutte, cette affaire a marqué le premier processus de redistribution de terres d'une concession (connu comme Hak Guna Usaha en Indonésie) aux communautés locales.

[VERS L'HISTOIRE COMPLÈTE ↗](#)

[TÉLÉCHARGEMENT DU DOCUMENT DE CONTRIBUTION ↗](#)





Aux Philippines, une réforme foncière favorable aux producteurs de canne à sucre



Le programme de réforme agraire des Philippines, tout comme celui de l'Indonésie, remonte à plusieurs dizaines d'années et est censé redistribuer les terres des élites aux petits paysans sans terres. En réalité, la distribution des terres demeure **très inéquitable** dans le pays. Les propriétaires terriens résistent au programme malgré les compensations que leur verse le gouvernement, ou trouvent des failles leur permettant de récupérer leurs terres.

De nombreux bénéficiaires du programme ont souffert du rythme particulièrement lent du processus de réforme foncière, attendant parfois plus de 30 ans pour obtenir leurs titres. La Coalition nationale pour l'accès à la terre des Philippines a changé la donne lorsqu'elle s'est mobilisée pour soutenir les producteurs de canne à sucre comme Teresita Tarlac. Cette dernière s'est battue pendant 10 longues années pour pouvoir planter de la canne à sucre sur sa propre parcelle, qui appartenait officiellement à un maire local.

« Ils m'ont offert plusieurs millions pour cesser de défendre cette terre, mais je me suis dit que si je cédais à la peur, c'est la génération suivante tout entière qui allait souffrir de la faim, et que je serais la seule à être riche. »

- NOUS A EXPLIQUÉ TERESITA

Grâce aux efforts collectifs des exploitants, des organisations de la société civile, des membres et partenaires de la NLC Philippines, **11 000 exploitants des îles de Negros, de Leyte et de Panay**, dont Teresita, **jouissent désormais de droits fonciers sûrs**. Avec l'aide de la NLC Philippines, Teresita continue d'aider d'autres familles à mener leurs procédures, longues et souvent dangereuses, d'enregistrement de demandes de terres.

Elle a elle-même aidé à garantir 797 hectares dans 13 villages de la région de Negros Occidental, auxquels devraient s'en ajouter 500 de plus.

VERS L'HISTOIRE COMPLÈTE ↗

TÉLÉCHARGEMENT DU DOCUMENT DE CONTRIBUTION ↗

À LA VIDÉO ↗



Cultiver pour l'avenir de l'Argentine

Tout comme en Indonésie et aux Philippines, l'agriculture de grande échelle représente une menace existentielle pour les exploitants familiaux en Argentine. Si les petits producteurs cultivent 60% des aliments du pays, les récoltes de soja en monoculture représentent près de 50% des terres cultivées et emploient des méthodes qui aggravent considérablement la **crise climatique**. L'industrie représente une double menace pour les agriculteurs comme Dora Corvalán. D'une part, la domination de l'agro-industrie menace les revenus de Dora et ceux de sa communauté. Il devient d'autre part de plus en plus difficile de produire des cultures essentielles en raison de conditions météorologiques erratiques et de la dégradation des terres.

« Nous nous sommes organisés et nous résistons, mais le combat est inégal. Nous luttons pour une agriculture plus raisonnée, une agriculture campesina, et une agriculture familiale. L'autre agriculture est agressive et destructrice. »

DORA CORAVALÁN

Pour lutter, la Coalition nationale pour l'accès à la terre en Argentine s'est jointe aux communautés et activistes locaux comme Dora, **pour plaider en faveur d'une régulation et de l'affectation de budgets suffisants à la loi nationale sur l'agriculture familiale**. Il est important de noter que le gouvernement a adopté une loi, qui reconnaît aujourd'hui l'importance des agriculteurs campesinos pour l'Argentine et **pour la sécurité alimentaire du pays**. Ce faisant, il a accepté leur philosophie, selon laquelle la terre est un organisme vivant et non une marchandise.

« La loi sur l'agriculture familiale est un document de référence fondamental pour exiger la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales. »

MARTIN SIMÓN, ANIMATEUR DE LA COALITION NATIONALE POUR L'ACCÈS À LA TERRE EN ARGENTINE



[À LA VIDÉO ↗](#)

[VERS L'HISTOIRE COMPLÈTE ↗](#)

[TÉLÉCHARGEMENT DU DOCUMENT DE CONTRIBUTION ↗](#)





En Équateur, prendre soin des lagons

Les communautés qui travaillent avec la Coalition nationale pour l'accès à la terre en Équateur ne sont pas confrontées à une expansion des champs de soja, mais à celle de l'industrie de la floriculture en serre, l'une des exportations les plus importantes de l'Équateur. Associée à un tourisme non réglementé et au brûlage excessif des écosystèmes de montagne, cette triple menace met en péril l'accès à l'eau douce de près de 200 000 personnes vivant dans la région du nord des Andes.

Pour y répondre, l'Union paysanne Pedro Moncayo (UCCOPEM) s'est unie à la Coalition nationale pour l'accès à la terre de l'Équateur (Plataforma por la Tierra y los Territorios Sostenibles), à Ecolex, aux autorités locales et à d'autres acteurs pour lancer **un projet révolutionnaire de conservation axé sur les personnes**. Pilotée par María Elena Quimbiamba, la toute première jeune femme présidente de l'organisation, l'UCCOPEM a mené la voie en créant une aire de conservation. Aujourd'hui, l'Aire de conservation et d'utilisation durable de Mojanda protège l'écosystème et les moyens d'existence locaux en régulant l'approvisionnement en eau, en atténuant les inondations et sécheresses et en favorisant la biodiversité. Grâce à cela, les populations locales sont mieux équipées pour faire face à la crise climatique.

« Je peux affirmer sans trop me tromper que ma génération est déjà sensibilisée aux questions environnementales. Mojanda n'est plus seulement un endroit où on va prendre une jolie photo, mais un lieu où la conservation est le but ultime et dont nous devons préserver l'écosystème, pour nous, mais aussi pour nos filles et nos fils. »

- MARÍA ELENA QUIMBIAMBA

La réussite du projet est en grande partie due au fait qu'il a été créé de manière inclusive. Les communautés locales ont défini ensemble les formes les plus adaptées de gestion écosystémique, exprimant leurs besoins et leurs intérêts. Elles ne se sont pas contentées d'avoir un siège à la table des négociations pendant le processus, mais ont mené elles-mêmes la discussion.

« La première chose a été de délimiter la frontière agricole, puis nous avons recensé la flore et la faune, examiné les régimes fonciers puis étudié l'ordonnance municipale pour déclarer l'Aire de conservation et d'utilisation durable. Grâce à notre déclaration, nos forêts ont prospéré, les incendies ont diminué et le tourisme a été réglementé. »

- LUIS CATUCUANGO, DIRECTEUR DE LA GESTION DE L'ENVIRONNEMENT DE LA MUNICIPALITÉ DE PEDRO MONCAYO

VERS L'HISTOIRE COMPLÈTE ↗

TÉLÉCHARGEMENT DU DOCUMENT DE CONTRIBUTION ↗



À LA VIDÉO ↗



LES COALITIONS NATIONALES POUR L'ACCÈS À LA TERRE S'ATTAQUENT AUX CRISES TOUCHANT LE CLIMAT ET LA NATURE

S'il existe un point commun aux six récits ci-dessus (Reng Young Mro au Bangladesh, le Chef Semenou Ankou au Togo, Anci Tatawi en Indonésie, Teresita Tarlaca aux Philippines, Dora Corvalán en Argentine et María Elena Quimbiamba en Équateur), c'est bien que la crise climatique s'est intensifiée et a compliqué leur combat pour leurs droits fonciers et un avenir durable.

Les membres de notre réseau ressentent les effets de la crise climatique, non seulement sur leurs territoires, souvent en proie à l'érosion presque toujours imputable à la perte douloureuse de biodiversité, mais aussi sur les environnements politique, économique et social dans lesquels ils vivent et travaillent. Aussi extrêmes que soient les phénomènes météorologiques et les variations de température qu'ils subissent, les demandes de plus en plus pressantes portant sur leurs terres, causées par la mise en place de solutions climatiques descendantes, le sont tout autant. Et il en va de même pour la persécution croissante à laquelle ils font face lorsqu'ils défendent leurs territoires.

Mais alors même que notre réseau rencontre des difficultés sans précédent, les Coalitions nationales pour l'accès à la terre ont pris les devants avec des solutions transformatrices et résilientes à la crise climatique. Leurs solutions résident dans les droits fonciers et les pratiques durables. Elles sont étayées par le fait que, si la terre est au cœur de la crise climatique, elle fait également partie de la solution. Il n'est pas surprenant que les terres régies par Reng Young Mro, Semenou Ankou, Anci Tatawi, Teresita Tarlaca, Dora Corvalán et María Elena Quimbiamba soient en meilleure santé que la plupart des autres. Prendre soin des terres fait partie de leurs convictions profondes. Comme l'explique Dora Corvalán:

« Nous vivons et dépendons de la terre, nous vivons pour la terre. Tout ce que nous en tirons, nous devons lui rendre d'une manière ou d'une autre. »

- DORA CORVALAN

Cette philosophie de base, que partagent les communautés du monde entier adhérant à notre réseau, génère une série de traditions et de pratiques qui protègent et prennent soin de la biodiversité restante. En réalité, **selon WWF**, 91% des terres et territoires des populations autochtones et des communautés locales sont en bon ou moyen état écologique. Pourtant, et de manière surprenante, elles reçoivent moins de 5% de financements mondiaux destinés à la conservation.

UNE APPROCHE DU FINANCEMENT DE L'ACTION CLIMATIQUE AXÉE SUR LES PERSONNES

Pour aider à combler le manque de financements au sein du réseau, l'ILC a créé en 2024 un mécanisme climatique pour les Coalitions nationales pour l'accès à la terre. Le Global Land Catalyst aide à garantir la transformation des initiatives climatiques des NLC en solutions climatiques codifiées à l'échelle nationale. Pour cela, il octroie des fonds aux membres pour leur permettre de saisir les nouvelles opportunités de plaidoyer, y compris l'exercice d'une influence sur la révision des contributions déterminées au niveau national (UNFCCC), des stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (CBD) et des plans d'action nationaux (CLD) de leurs pays.

Avec l'aide financière du Global Land Catalyst, 10 pays (et plus à venir) intègrent des solutions climatiques axées sur la personne dans leurs lois et politiques nationales: la Bolivie, le Sénégal, le Burkina Faso, le Libéria, l'Afrique du Sud, le Togo, la Jordanie, le Népal, la Mongolie et les Philippines.

Même si nous nous organisons en interne, nous comprenons que l'ampleur de la crise climatique nécessite une action collective et une collaboration qui dépassent les limites de notre réseau. Pour renforcer les efforts déployés par notre réseau pour atténuer la crise et restaurer les écosystèmes, nous forgeons des partenariats dynamiques avec différents alliés.

En 2023, la **Rainforest Trust a promis 3,5 millions d'USD à l'ILC** comme première étape d'un partenariat continu, afin de travailler de près avec les communautés qui intègrent déjà des efforts de conservation dans leurs pratiques quotidiennes. **Ce partenariat innovant met en place plus de 230 000 hectares de zones protégées par les communautés dans trois pays tout en assurant la protection de plus de 80 espèces menacées.**

Au Pérou, le CONAP, membre de l'ILC, œuvre pour **garantir des titres fonciers à 23 communautés autochtones qui protègent collectivement plus de 200 000 hectares de forêt amazonienne**. En Indonésie, où la lutte concerne l'expansion des sociétés productrices d'huile de palme, le partenariat cherche à protéger le lac Bagantung et ses écosystèmes forestier et marécageux environnants contre la dégradation des terres causée, en grande partie, par des pratiques d'exploitation des terres en monoculture.

« La Rainforest Trust et la Coalition internationale pour l'accès à la terre ont formé une alliance puissante qui répond à l'urgence de notre époque. Ensemble, nous travaillons main dans la main pour protéger non seulement notre biodiversité, mais aussi les droits des peuples autochtones et des communautés locales du monde entier. Ces communautés et ces personnes sont les gardiennes des trésors les plus précieux de la Terre, puisque l'avenir de notre planète et l'essence même de notre existence partagée résident dans l'équilibre délicat de la nature. En d'autres termes, en détruisant la biodiversité, nous dévastons aussi nos propres sociétés. »

- JAMES LEWIS,
Vice-Président de la conservation pour la Rainforest Trust

Aux **Philippines**, le partenariat soutient **deux aires de conservation communautaire situées dans un domaine ancestral et dans un écosystème insulaire**. Ces aires de conservation communautaires sont essentielles aux efforts de plaidoyer de la Coalition nationale pour l'accès à la terre. Avec l'aide du Global Land Catalyst, la coalition fait pression en faveur d'un projet de loi national sur les aires conservées par les peuples et communautés autochtones, une politique phare qui vise à renforcer la place des communautés autochtones dans la conservation de la biodiversité et l'atténuation des effets des changements climatiques.

Nous sommes fiers que le partenariat entre le Global Land Catalyst et la Rainforest Trust diverge radicalement des méthodes prévalentes de financement de l'action climatique, qui reproduisent les solutions climatiques et transitions énergétiques descendantes. Nous avons vu, à maintes reprises, que ces transitions perpétuent l'injustice sous toutes ses formes et nuisent aux moyens d'existence des personnes qui vivent et dépendent de la terre. Ces solutions soi-disant « vertes » n'offriront jamais de stratégie durable de sortie de la crise climatique, contrairement aux peuples et communautés avec lesquels nous travaillons, qui, eux, peuvent le faire, et le font déjà.

PROJETS DE RAINFOREST TRUST

partenariat pour une conservation centrée sur les personnes !

Rainforest Trust a engagé 3,5 millions USD dans le réseau ILC pour établir plus de 230 000 hectares d'aires protégées communautaires au Pérou, aux Philippines et en Indonésie tout en préservant plus de 80 espèces menacées.

GLOBAL LAND CATALYST

un mécanisme de réponse rapide aux actions climatiques !

Un mécanisme de financement permettant aux coalitions foncières nationales de s'engager dans le plaidoyer national en faveur du climat et de l'environnement, notamment en influençant la révision des contributions déterminées au niveau national (CCNUCC), des stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (CDB) et des plans d'action nationaux (CNULCD) de leur pays.

« Nous adressons un message percutant au monde: c'est maintenant qu'il faut reconnaître les véritables défenseurs de la nature. Nous appelons toutes les institutions finançant des actions climatiques et en faveur de la biodiversité à suivre cet exemple en investissant dans les peuples autochtones et les communautés locales, car la survie de l'humanité en dépend. »

TIMOTHY SALOMON,
ancien Coordonnateur de la Coalition nationale pour l'accès à la terre aux Philippines



COALITIONS NATIONALES POUR L'ACCÈS À LA TERRE

S'ATTAQUENT AUX CRISES CLIMATIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Les coalitions foncières nationales de l'ILC **relient 330 partenaires fonciers dans plus de 30 pays**, mais ces coalitions foncières nationales mènent la lutte contre les crises climatiques et naturelles en plaçant les droits fonciers au premier plan.



ÉTUDE DE CAS

LA DIVERSITÉ EST NOTRE FORCE, PAS NOTRE FAIBLESSE

En notre qualité de réseau d'organisation le plus important et le plus diversifié du monde consacré aux droits fonciers, nous sommes particulièrement bien placés pour réunir différents groupes et trouver ensemble des solutions à tous les niveaux: local, national, régional et mondial. Lorsque nous nous mettons d'accord sur une question, notre capacité à influencer le programme foncier mondial est décuplée, car seule **l'action collective peut susciter des changements significatifs**.

L'un des moyens qui nous servent à unifier notre travail à l'échelle nationale est le **« groupe de convergence »**. Au Cameroun, en Colombie, au Libéria, au Kirghizistan, à Madagascar, au Népal, aux Philippines, au Sénégal et en Tanzanie, les groupes d'acteurs de la gouvernance foncière unissent leurs forces pour élaborer une stratégie commune et orienter les ressources techniques et financières vers un objectif unique: améliorer les politiques et structures de gouvernance foncière centrée sur les personnes.

Au Cameroun, nous sommes ravis d'annoncer que le groupe de convergence est entré dans la phase de mise en œuvre de sa feuille de route, après que l'ILC et trois de ses partenaires, la **FAO**, le **GiZ** et le **FIDA**, aient conclu des accords avec le Centre for Environment and Development (CED), hôte de la NLC, pour un montant total de plus de 320 000 euros, qui seront consacrés à la création de formations, à l'organisation d'ateliers, à la recherche et à la création de supports de plaidoyer pour aider le gouvernement dans sa démarche d'élaboration d'une politique foncière nationale.

ÉTUDE DE CAS

DES EXAMENS DES QUESTIONS D'ÉGALITÉ ENTRE LES GENRES POUR ASSURER LA PARITÉ AU SEIN DES COALITIONS NATIONALES POUR L'ACCÈS À LA TERRE

« Vous ne pouvez pas lutter contre les injustices si vous n'êtes pas vous-mêmes irréprochables »

— **MOSES NKHANA**, jeune boursier de l'ILC et participant à l'examen des questions d'égalité entre les genres de la *Mzimba Youth Organisation*, Malawi

Nous savons que la justice entre les genres est essentielle à l'instauration d'une gouvernance foncière centrée sur les personnes. Mais les organisations qui défendent l'égalité entre les genres sont souvent confrontées à un défi fondamental: prouver leur engagement à l'aide de changements mesurables. Les examens des questions d'égalité entre les genres offrent un outil pratique et réfléchi pour aider les organisations à valider leurs efforts et à mettre le doigt sur leurs défaillances, en définissant des priorités pour une croissance paritaire.

Nous sommes fiers d'annoncer que le nombre de plateformes qui se sont engagées à mener des examens des questions d'égalité entre les genres a progressivement augmenté depuis 2022. Au cours des trois dernières années, l'ILC a octroyé un soutien technique et financier à 24 examens des questions d'égalité entre les genres réalisés par 13 membres et 11 plateformes (ainsi qu'à un examen conjoint membres/plateforme). Si chaque examen cible des priorités spécifiques au pays et à la coalition, leurs conclusions comportent d'importants enseignements pour les efforts en matière de justice de genre déployés au sein de notre réseau, universellement.

En Argentine, l'examen des questions d'égalité entre les genres mené par la Coalition nationale pour l'accès à la terre en 2022 a souligné l'importance de créer une coalition paritaire en embrassant l'inclusivité, le travail participatif, les alliances internes, le partage de connaissances et l'étude continue des dynamiques et rapports de pouvoir au sein du réseau. Au Cambodge, l'examen des questions d'égalité entre les genres mené par la Coalition nationale pour l'accès à la terre en 2022 a reconnu les progrès réalisés par la coalition en matière d'intégration de formations, politiques et stratégies paritaires, mais a souligné l'importance d'élaborer des feuilles de route, directives et indicateurs de genre pour garantir, entre autres, une affectation budgétaire sensible au genre et la représentation des femmes à tous les échelons. Au Libéria, l'examen des questions d'égalité entre les genres mené par la Coalition nationale pour l'accès à la terre en 2023 a souligné l'importance de l'inclusivité dans le leadership et la prise de décisions, tout en insistant sur l'importance de mener des recherches et un plaidoyer liés au genre et de garantir une affectation des ressources paritaire.

CHAPITRE 2

POSER LES BASES AVEC LES DONNÉES CITOYENNES

LA CAPACITÉ DE PRODUIRE DES PREUVES

Si les Coalitions nationales pour l'accès à la terre ont forgé des partenariats, plaidé, manifesté et élaboré des politiques pour inspirer la transition vers une gouvernance foncière centrée sur les personnes, nous avons soutenu leurs efforts à l'aide de données. Pendant ce triennat, en donnant à notre réseau la possibilité d'utiliser et de produire des initiatives de données citoyennes comme LANDex et LandMark, nous avons permis aux communautés avec lesquelles nous travaillons de produire des données probantes pour garantir des dialogues productifs avec les pouvoirs publics, et donc un siège à la table des négociations. À maintes reprises, les organisations populaires et des peuples ont recueilli, géré et utilisé des données citoyennes sur les droits fonciers, exposant les inégalités structurelles, plaidant pour la transparence et développant ainsi une action collective.

19

RAPPORTS ONT UTILISÉ DES DONNÉES
CITOYENNES POUR RENDRE DES COMPTES

10

RAPPORTS PARALLÈLES ET CONTRE-RAPPORTS

6

RAPPORTS DE PAYS SUR LES ODD



39%

DES PERSONNES CONTRIBUANT
À LANDEX SONT DES FEMMES

16

POORGANISATIONS POPULAIRES
ET DES PEUPLES DIRIGEANT
LA COLLECTE DE DONNÉES
DANS 29 PAYS

UTILISER LES DONNÉES POUR DÉFENDRE LES DÉFENSEURS ET DÉFENSEUSES

Le choix que font les personnes, de notre réseau et au-delà, de défendre leurs terres et leurs ressources naturelles, n'est pas fait à la légère. Elles défendent leur mode de vie, leur système de croyances et leur avenir. Elles mènent un combat **contre des schémas d'injustice profondément ancrés**, défient d'importantes puissances politiques et économiques, et se retrouvent dans des situations extrêmement dangereuses, voire, souvent, fatales. Peu de choses mettent les gens plus en danger que le fait de défendre leur droit à la terre. D'après **Global Witness**, 2 106 défenseurs et défenseuses de la terre et de l'environnement ont été assassinés depuis 2012.

Dans les Philippines, l'un des pays les plus dangereux au monde pour les défenseurs et défenseuses des droits fonciers, Teresita Tarlac a failli être écrasée par un tracteur envoyé par d'anciens propriétaires terriens qui n'avaient pas réussi à la corrompre ni à la menacer de quitter ses terres. Son collègue, l'époux de Maria Leony Denagiba, a été tué par des gardes armés envoyés par d'anciens propriétaires terriens.

Les histoires comme celle de Maria Leony Denagiba nous motivent encore davantage à trouver des solutions plus efficaces et plus solides pour aider les personnes en première ligne à garantir les droits fonciers de leurs communautés.

Cela fait partie de l'engagement de l'ILC: faire tout notre possible pour protéger nos membres et leurs communautés, poursuivis, intimidés et marginalisés uniquement parce qu'ils plaident pour le changement.



[À LA VIDÉO ↗](#)

[À L'HISTOIRE COMPLÈTE DE MARIA LEONY ↗](#)

« L'assassinat de mon mari n'a fait que renforcer notre unité et nous a rendus plus forts dans nos revendications territoriales »

-MARIA LEONY DENAGIBA'

2.109

D'APRÈS **GLOBAL WITNESS**, 2 106 DÉFENSEURS ET DÉFENSEUSES DE LA TERRE ET DE L'ENVIRONNEMENT ONT ÉTÉ ASSASSINÉS DEPUIS 2012



LA DÉCOUVERTE DE LA FACE CACHÉE DE L'ICEBERG

L'une des armes les plus puissantes que nous donnons à nos membres pour se défendre sont *la transparence et la visibilité que fournissent les données citoyennes*. Entre 2022 et 2024, alors que s'intensifiait la crise climatique et que la transition verte introduisait de nouvelles menaces, nos données ont confirmé ce que les récits partagés dans ce rapport indiquaient déjà. Les défenseurs et défenseuses qui protègent les régions névralgiques de la biodiversité et puits de carbone critiques sont de plus en plus pris pour cibles, y compris par des poursuites pénales. De plus, *chaque assassinat d'un défenseur ou d'une défenseuse recensé en 2022 s'accompagne d'au moins cinq attaques non mortelles*.

Cette tendance sinistre est clairement décrite dans notre rapport 2024 **Uncovering the Hidden Iceberg**. Ce rapport, qui en est aujourd'hui à sa troisième édition, constitue le premier effort mondial pour recenser les violences non mortelles perpétrées à l'encontre des défenseurs et défenseuses de la terre, de l'environnement et des peuples autochtones. Année après année, il révèle que l'assassinat d'un défenseur ou d'une défenseuse n'est que la partie émergée d'un iceberg beaucoup plus profond et caché. En 2024, pour la première fois, nous avons analysé un jeu de données mondiales couvrant 46 pays. Tout comme en **2022** et en **2023**, nous confirmons que l'Amérique latine, en particulier la Colombie et le Guatemala, continue d'être la région la plus dangereuse pour les défenseurs et défenseuses de la terre, de l'environnement et des peuples autochtones.

Uncovering the Hidden Iceberg a dévoilé deux autres tendances, plus inquiétantes encore, en 2024. Premièrement, comme les années précédentes, les peuples autochtones, comme Reng Young Mro et sa communauté au Bangladesh, sont ciblés de manière disproportionnée. S'ils représentent 6% environ de la population mondiale, ils sont la cible de près d'une attaque sur quatre (24,2%). Deuxièmement, dans tous les pays, les défenseurs et défenseuses qui dénoncent les préjudices causés par l'exploitation minière et *l'agriculture industrielle de grande échelle*, comme Anci Tatawi en Indonésie ou Teresita Tarlac aux Philippines, sont systématiquement les plus en danger. Ces secteurs étaient associés à 64,4% des attaques.

« Ils m'ont offert plusieurs millions [de pesos] pour cesser de défendre cette terre, mais je me suis dit que si je cédais à la peur, c'est la génération suivante tout entière qui allait souffrir de la faim, et que je serais la seule à être riche. Je n'ai pas eu peur. S'ils me tuent, il y aura d'autres Teresitas pour prendre ma place et poursuivre la lutte. »

-TERESITA TARLAC

En 2024, nous avons aussi pu corroborer et suivre les schémas généralisés de violence croissante qui précèdent l'assassinat des défenseurs et défenseuses. Nous avons, par exemple, raconté **l'ascension de l'iceberg de José Albeiro Camayo Guetio**, un défenseur des droits fonciers autochtones en Colombie. Destinataire de menaces dès 2014, José Albeiro Camayo Guetio a survécu à une série d'attaques de plus en plus importantes au fil des années jusqu'à son assassinat tragique en 2022, malgré plusieurs demandes de protection.

À L'HISTOIRE COMPLÈTE DE JOSÉ ALBEIRO CAMAYO GUETIO ↗

177

**ATTAQUES
MORTELLES***

916

**ATTAQUES
NON-LÉTALES****

* rapporté par Global Witness pour 2022

** rapporté par ALLIED pour 2022

DES MANQUEMENTS CRUCIAUX DANS LES RAPPORTS DES ÉTATS

Nos travaux sur la face cachée de l'iceberg donnent à réfléchir. Mais nous ne racontons pas l'histoire de José ni celles d'innombrables autres personnes comme lui, pour céder au désespoir. Bien au contraire: en exposant les schémas de violence généralisée qui précèdent l'assassinat de défenseurs et défenseuses de la terre, de l'environnement et des peuples autochtones, nous demandons des comptes.

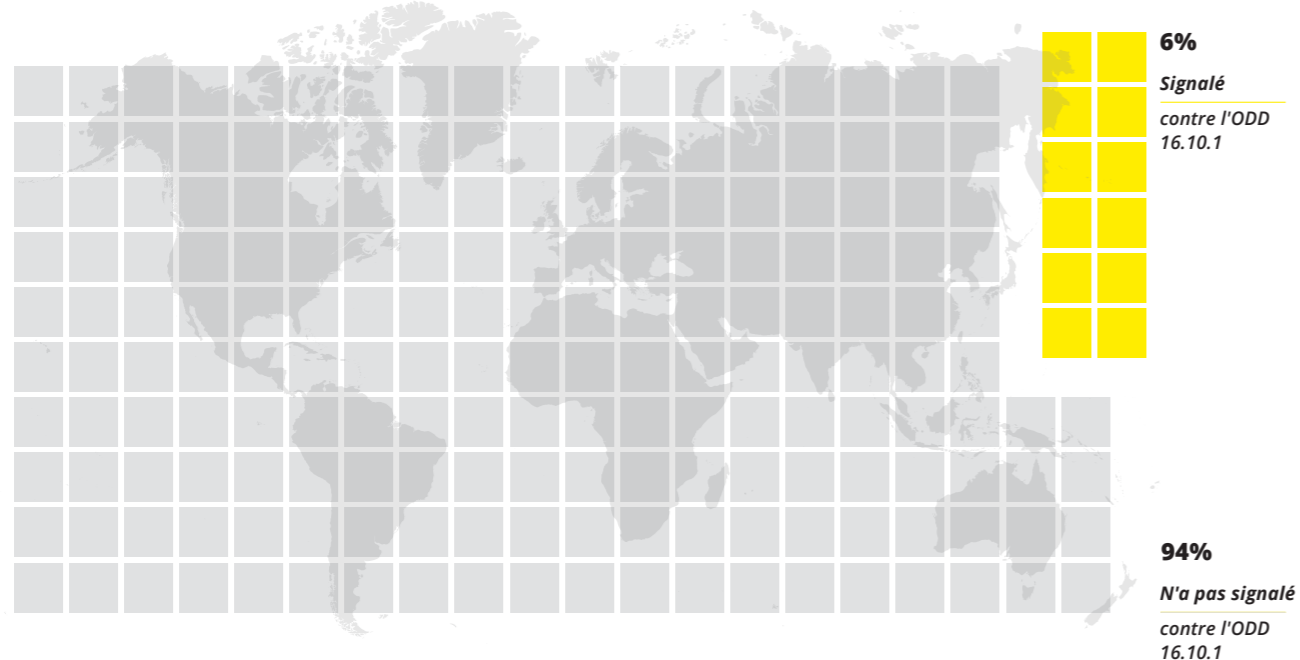
Sans données exhaustives, fiables et opportunes, les pouvoirs publics ne peuvent concevoir des mécanismes de protection ou des politiques publiques efficaces. Ils manquent à leur responsabilité d'empêcher et d'atténuer ces violences et de respecter leurs engagements auprès de la communauté internationale.

Chaque année, pour attirer l'attention sur leurs manquements, nous élaborons le rapport **A Crucial Gap** avec ALLIED. Dans ce rapport, nous examinons les obligations des États au regard de l'indicateur 16.10.1 des ODD pour exposer les limites des rapports officiels délivrés dans le cadre de leurs examens nationaux volontaires.

A Crucial Gap est un cri de ralliement pour une action urgente. Les gouvernements commencent à peine à reconnaître les violences perpétrées à l'égard des défenseurs et défenseuses des droits humains.

En 2023, comme l'indique le rapport 2024, seuls 7,7% des examens nationaux volontaires des pays communiquaient des données relevant de l'indicateur 16.10.1. De fait, sur les 330 examens nationaux volontaires soumis depuis 2015, seuls 19 comportaient des données sur les attaques perpétrées à l'encontre des défenseurs et défenseuses des droits humains. Le rapport A Crucial Gap souligne par ailleurs que les données relatives à l'indicateur 16.10.1 des ODD ne sont pas ventilées par profession ou affiliation, ce qui rend impossible l'identification des défenseurs et défenseuses des terres, de l'environnement et des peuples autochtones; ce, malgré les données suggérant que ces groupes représentent la moitié des cas.

À six ans de l'échéance des ODD, les rapports Hidden Iceberg et A Crucial Gap sont des outils de plaidoyer fondamentaux. Nous continuerons de les utiliser pour demander aux États de suivre les attaques perpétrées contre les défenseurs des droits humains et de protéger ces derniers, en reconnaissant le rôle important que jouent les données axées sur les personnes.



Le Kenya intensifie son engagement

Nous savons déjà que ce type de plaidoyer fonctionne. Notre partenariat avec ALLIED sur A Crucial Gap a célébré une grosse victoire en 2023 et 2024, lorsque le Kenya a amendé sa façon d'élaborer des rapports sur les défenseurs des droits humains.

En 2023, ALLIED a répondu à une demande de la Commission nationale des droits de l'homme du Kenya de soumettre des données sur les attaques perpétrées contre les défenseurs et défenseuses de la terre, de l'environnement et des peuples autochtones. L'année suivante, la Commission a pu valider les données et les a transférées, dans le cadre d'un protocole d'entente officiel, au Bureau national de statistique du pays pour intégration dans **l'examen national volontaire** du Kenya. **Samson Omondi**, qui dirige les travaux relatifs aux données au sein de la Commission, a insisté sur le pouvoir transformateur des données citoyennes dans ses travaux.

Le Kenya illustre de façon prometteuse comment les données citoyennes peuvent encourager les États à assumer leurs responsabilités, et favoriser ainsi l'adoption de meilleures politiques publiques et l'instauration de **sociétés plus inclusives et pluralistes**.



À LA VIDÉO ↗

« Lorsqu'on parle de ne laisser personne de côté, les organisations de la société civile sont celles qui opèrent réellement à l'échelle locale, et je pense que la spécialisation et la portée à un niveau très local [font toute la différence] », nous explique Omondi. « Ces facteurs donnent aux OSC l'occasion de travailler directement avec l'organisation gouvernementale, pour que les problèmes qu'elles rencontrent soient canalisés vers le haut. »

-SAMSON OMONDI

ÉTUDE DE CAS

DES PARTENARIATS SUR LES DONNÉES AU SERVICE DU PROGRÈS

Comme nous l'affirme Samson Omondi, représentant de la Commission nationale pour les droits de l'homme du Kenya, « avoir des données mal collectées, mal analysées, mal diffusées, c'est pire que de n'avoir pas de données du tout ». L'une des solutions pour garantir une qualité maximale des méthodes que nous utilisons pour collecter, analyser et diffuser les données est le partenariat. Trois d'entre eux se distinguent.

Premièrement, nous travaillons avec **ALLIED**, un réseau mondial qui recense les attaques à l'encontre des défenseurs et défenseuses de la terre, de l'environnement et des peuples autochtones. Le Groupe de travail sur les données d'ALLIED, codirigé par l'ILC, a développé un jeu de données intégré dans le but de renforcer la redevabilité et la protection de ces personnes. Ce partenariat, qui produit des rapports percutants comme Crucial Gap et Hidden Iceberg, a poussé des entités clés, comme les Nations Unies, des organismes gouvernementaux et des instituts de défense des droits humains, à améliorer les protections de ces personnes. Il a également reçu le soutien de personnalités importantes, comme le Rapporteur spécial Michel Forst, qui a cité les données d'ALLIED pour exhorter les États à agir. Après le lancement de Hidden Iceberg 2.0 à New York en 2023, l'ILC a par ailleurs été invitée à présenter au Département d'État des États-Unis les réponses des ambassades aux conflits liés aux défenseurs et défenseuses.

Deuxièmement, en 2023, avec l'appui de l'Union européenne, la Fondation du Portail foncier, l'Initiative Land Matrix, Prindex et l'ILC ont **uni leurs forces**, afin de renforcer la coordination des données foncières dans les espaces à fort impact, dans le but d'améliorer la sécurité des droits foncières pour les utilisateurs de la terre et les communautés locales grâce à des politiques et programmes plus éclairés. Ce partenariat relatif aux données souligne la collaboration, la transparence et la minimisation de la fragmentation des données. Il s'aligne sur les cadres mondiaux comme les ODD et les VGGT et favorise les principes FAIR et CARE pour veiller à ce que les données foncières soient ouvertes, réutilisables et appuient une meilleure prise de décision pour des droits foncières équitables et un développement durable.

Troisièmement, dans le cadre de LandMonitor, codirigé par la Coalition internationale pour l'accès à la terre et le Fonds international de développement agricole, nous avons comblé une lacune importante en matière de données nationales sur les régimes foncières et de communication d'informations aux Philippines. Les travaux axés sur les personnes de LandMonitor, qui atteignent selon les estimations 15 000 parties prenantes à travers différents groupes cibles et organisations de la société civile, sont considérables et de grande portée. Le projet a réuni des données auprès des petits exploitants, de communautés autochtones et d'ouvriers ruraux, en s'inspirant de l'expérience de LANDex, de Prindex, de LandMark et d'ALLIED. **Nos conclusions** mettent en lumière d'importantes disparités en matière de droits foncières des femmes et soulignent le besoin d'institutions décentralisées qui favorisent la prise de décisions à l'échelle communautaire, en particulier pour les femmes.

Le rapport final a modelé la stratégie nationale du FIDA et un investissement national, devenant ainsi un outil de plaidoyer puissant pour nos membres dans leurs échanges avec les acteurs étatiques, y compris l'Autorité statistique des Philippines.

Une deuxième phase du projet est actuellement en cours de mise en œuvre au Brésil. Les résultats préliminaires y font état d'une absence de données officielles sur les régimes foncières pour certaines populations clés comme les peuples autochtones, qui se heurtent à d'importants obstacles dans la jouissance pleine et entière de leurs droits foncières établis. Les membres prévoient d'utiliser ces conclusions comme outil de plaidoyer pour faire pression en faveur de l'adoption d'une politique nationale sur la gouvernance foncière affectée d'un budget, entre autres choses.

ÉTUDE DE CAS

UN FONDS D'URGENCE POUR DÉFENDRE LES DÉFENSEURS

Nous nous tenons aux côtés de nos membres qui sont en première ligne pour les aider à garantir les droits foncières de leurs communautés, et nous nous sommes engagés à les soutenir de la meilleure façon possible.

À cette fin, nous avons notamment mis en place un Fonds d'urgence, qui a pour mission de venir en aide aux défenseurs et défenseuses de la terre et de l'environnement susceptibles d'être marginalisés et de faire l'objet de poursuites judiciaires pour le seul fait de protéger les droits foncières de leurs communautés.

Entre 2022 et 2024, les fonds d'urgence en Amérique latine, en Asie et en Afrique ont appuyé **59 affaires de défenseurs et défenseuses de la terre et de l'environnement, soutenant au total 1 613 personnes.**

PLAIDER À L'AIDE DES DONNÉES CITOYENNES

Les rapports Hidden Iceberg et Crucial Gap sont loin d'être les seules armes que nous utilisons pour pousser les autorités à reconnaître les attaques perpétrées à l'encontre des défenseurs et défenseuses de la terre, de l'environnement et des peuples autochtones, les violations de leurs droits et les autres défis auxquels ces personnes sont confrontées. Partout dans le monde, nos données citoyennes gagnent en légitimité, car de plus en plus d'acteurs étatiques et internationaux en dépendent pour, comme le dit si bien Samson Omondi, « combler les lacunes » que les États, limités par un manque de ressources, de financements ou par leur champ d'action, ne peuvent atteindre.

Au Guatemala, les femmes utilisent des données pour prouver la réalité locale

Le rapport 2021 du Guatemala sur la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) n'ayant pas abordé certaines questions essentielles comme *l'accès inéquitable des femmes rurales à la terre* et les poursuites judiciaires à l'encontre des défenseuses des droits, les organisations de femmes autochtones ont décidé d'élaborer un contre-récit fondé sur les données.

Dans leur **rapport parallèle 2023**, les membres ont utilisé les données de Prindex pour montrer que les femmes rurales étaient 5,5% moins susceptibles de posséder des titres fonciers que les hommes, et que les femmes autochtones et afrodescendantes vivant sur des terres communales estiment jouir de droits fonciers beaucoup moins sûrs que les hommes. Ce rapport souligne également l'importance de l'écart important entre les genres en termes de revenus ruraux, les femmes gagnant 12,01% de moins que les hommes pour des activités agricoles.

Une fois le rapport terminé, notre réseau de mentorat et de solidarité Women for Women, un réseau vital de femmes de l'ILC se soutenant mutuellement dans leurs luttes individuelles et collectives pour la justice de genre, est intervenu pour aider à le faire passer à l'étape suivante. Avec l'aide du réseau, les défenseurs et défenseuses guatémaltèques de droits fonciers ont présenté leurs conclusions à un forum du CEDAW à Genève, en 2023. Ils y ont transformé ces données en un outil puissant de plaidoyer, demandant au gouvernement de s'engager à mettre à jour ses données sur les régimes fonciers, à les ventiler par genre et à réviser ses critères d'accès à la propriété foncière, actuellement discriminatoires à l'égard des femmes qui poursuivent leurs études supérieures ou choisissent de ne pas avoir d'enfants.



Au Togo, les agriculteurs braquent les projecteurs sur les obstacles à la propriété foncière

Au Togo, la Coalition nationale pour l'accès à la terre, en collaboration avec les organisations paysannes qui la forment, a aidé à élaborer un **rapport parallèle de LANDex sur les ODD**.

Les résultats ont montré que s'ils étaient *essentiels à la sécurité alimentaire du pays*, seuls 12% des agriculteurs familiaux, dont seulement 1,3% de femmes, avaient reçu une assistance financière. Dans ce rapport, les agriculteurs de tout le pays ont signalé un problème commun: la plupart d'entre eux louent leurs terres sans possibilité d'accès à la propriété. Le Coordonnateur de la Coalition nationale pour l'accès à la terre du Togo, **Abdou Rachidou Matcheri**, a souligné le rôle joué par ces données dans la création d'un accès clair à la propriété foncière et d'un accès garanti, pour les agriculteurs familiaux, aux ressources financières et techniques requises.

« Ce rapport est très important pour nous, car nous pensons que grâce à lui, les décideurs politiques pourront changer la situation. La collaboration avec ces différents acteurs à l'échelle régionale nous a permis de comprendre concrètement ce qui se passe pour ces petits exploitants et ces agricultrices dans notre région. »

-**ABDOU RACHIDOU MATCHERI**

IN CONVERSATION WITH ABDOU AND SOLANGE ↗

En Colombie, les jeunes influencent les politiques publiques

Avec l'appui ciblé de l'ILC, la jeunesse rurale de la Colombie, représentée par l'Association de jeunes entrepreneurs (ASOJE), a recueilli et réuni des données qui ont influencé les projets de politiques publiques du gouvernement, démontrant ainsi le potentiel des données citoyennes en matière de *transformation des systèmes démocratiques*. Après avoir reçu les conclusions de l'ASOJE, le Gouvernement colombien les a intégrées dans son avant-projet de chapitre sur les politiques publiques sur la jeunesse rurale.

La même année, nous avons renouvelé l'engagement de l'ILC en faveur des jeunes, en mettant à jour LANDex pour l'aligner sur les priorités en matière de droits fonciers des jeunes. Après une formation et des consultations approfondies avec les jeunes en matière de données foncières, nous avons créé un jeu de données sur la jeunesse, qui est devenu une partie intégrante des nouveaux indicateurs inclusifs pour LANDex 2.0.



LES PEUPLES AUTOCHTONES CÉLÈBRENT UNE VICTOIRE À LA COP16

Tout comme les jeunes Colombiens ont célébré une victoire à l'échelle nationale, les peuples autochtones et les communautés locales ont fêté une victoire en 2024 à l'occasion de la seizième Conférence des parties (COP16) à la Convention sur la diversité biologique (CDB), à Cali, en Colombie.

Le travail a commencé en 2023, lorsque l'ILC a rejoint un groupe de travail technique sur un indicateur relatif à l'utilisation et à la modification des terres pour faire avancer la création et la mise en opération de l'**Indicateur des connaissances traditionnelles sur les régimes fonciers et l'utilisation des terres** de la *Convention sur la diversité biologique* (HI 22,1). En collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Prindex, LandMark, le Navigateur autochtone, le Forest Peoples Program, ONU-Habitat et la RRI (entre autres), l'ILC a contribué au **plaidoyer en faveur de l'indicateur** et à l'élaboration de méthodes pour le mesurer.

Lors de la COP16 de la CDB, en 2024, les gouvernements ont **officiellement validé l'indicateur** comme indicateur principal de la cible 22. Cet indicateur est un mécanisme de redevabilité particulièrement important, qui garantit la protection des droits fonciers des peuples autochtones et des communautés locales et la reconnaissance de ces derniers comme des *gardiens des écosystèmes*. Dès 2026, les pays seront tenus de faire rapport sur la reconnaissance des droits fonciers pour les peuples autochtones et les communautés locales dans leurs rapports nationaux à la Convention sur la diversité biologique.

INDICATEUR DES CONNAISSANCES TRADITIONNELLES ↗

TÉLÉCHARGER LA DEMANDE POLITIQUE ↗



ÉTUDE DE CAS

DE NOUVELLES DONNÉES RÉVÈLENT QUE L'EXPLOITATION ILLÉGALE DU BOIS DÉTRUIT LES FORÊTS DU SURINAME

Quand vous sortez de l'aéroport international Pengel, à Paramaribo, au Suriname, vous vous retrouvez face à un grand panneau sur lequel vous pouvez lire: « Bienvenue au Suriname, le pays le plus boisé du monde ». Cette affirmation, censée être un point de repère pour les touristes en quête d'aventure, est un point de discorde pour bon nombre de personnes.

Les Saamakas espèrent aujourd'hui que la plateforme LandMark fera la différence dans le combat qu'ils mènent depuis plusieurs générations pour leurs droits fonciers et territoriaux. En 2024, **LandMark** a publié d'importantes mises à jour. La plateforme de cartographie couvre désormais 33,9% des ressources naturelles foncières de la planète détenues et gérées par des peuples autochtones et communautés locales, ce qui nous rapproche des 50 à 65% réellement détenus selon les estimations. Elle comprend également des couches recensant les points chauds de la diversité et les menaces représentées par l'industrie minière et forestière, permettant ainsi aux usagers d'identifier les terres appartenant aux peuples et communautés autochtones présentant une grande valeur en matière de biodiversité et les concessions industrielles et perturbations dues à l'exploitation minière, aux grands barrages et à l'exploitation forestière illégale.

Ces données sont essentielles pour les Saamakas. En juin 2024, une **étude de l'ILC** s'est appuyée sur les données de LandMark pour dévoiler les pertes considérables de biodiversité sur leurs terres. Grâce à ces données, les Saamakas ont prouvé que le gouvernement surinamais avait illégalement octroyé 32% de leurs terres, soit 447 000 hectares, à des concessions minières et forestières, menant à la dégradation de plus de 60 000 hectares, une zone de la taille de Singapour.

Cette étude a par ailleurs démontré que 77% des répercussions négatives sur les terres des Saamakas avaient eu lieu depuis la décision de 2007 de la Cour interaméricaine des droits de l'homme, qui avait ordonné au gouvernement du Suriname de cesser les activités minières et forestières, de démarquer le territoire appartenant aux Saamakas et de reconnaître légalement leurs droits collectifs. Plus récemment, une concession forestière octroyée en 2022 à Palmera N.V., une société multinationale d'exploitation forestière, a bâti une nouvelle route dans la forêt, malgré l'opposition de la communauté. Cette route lui a donné accès à des centaines d'hectares de forêt tropicale jusque-là vierge. D'une longueur de 56 km fin 2023, la route de Palmera N.V. s'étalait sur 123 km en septembre 2024.

Les conclusions du rapport ont servi à renforcer les dossiers juridiques visant à garantir la propriété foncière et le droit à l'autodétermination des Saamakas, et ont été présentées au cabinet du Président en juin dernier dans l'espoir de déclencher une action. Mais quelques mois plus tard seulement, **une autre étude de l'ILC** prouvait que la déforestation touchant le territoire des Saamakas entre juin et septembre 2024 avait augmenté de 57% par rapport aux taux observés au cours des six années précédentes.

En collaboration avec ses membres, ses partenaires, y compris le World Resources Institute et Land Rights Now!, la Coalition internationale pour l'accès à la terre est fière d'avoir soutenu la **manifestation pacifique des Saamakas** en juin et leur **campagne numérique pendant la COP16** en octobre 2024, qui ont donné un second souffle à leur pétition sur change.org. En plus d'avoir attiré **l'attention de la presse internationale**, la pétition a **atteint plus de 27 486 comptes** et généré près de 2 000 engagements sur nos diverses chaînes numériques.



[TÉLÉCHARGER LE RAPPORT ↗](#)

[EN SAVOIR PLUS SUR LA CAMPAGNE SAAMAKA ↗](#)

[CONSULTER LES PHOTOS DE LEUR LUTTE ↗](#)

Information sur le rapport

2024-09-10

31 pages

197 téléchargements

CHAPITRE 3

CRÉER UNE DYNAMIQUE MONDIALE EN FAVEUR DES DROITS FONCIERS

ENGAGEMENT POLITIQUE RAPPORTAGE SUR LES CIBLES FONCIÈRES

Même dans le cadre de notre travail à l'échelle locale, qui vise à encourager un changement systémique par le biais de nos Coalitions nationales pour l'accès à la terre, nous utilisons l'étendue et l'expertise de notre coalition pour susciter une volonté politique en faveur de la gouvernance foncière centrée sur les personnes. Les objectifs de développement durable en sont un parfait exemple, par lequel les chefs et cheffes d'État se sont engagés en faveur d'un avenir plus durable à l'horizon 2030, y compris par le biais de cibles et indicateurs fonciers. Dans cette veine, nous avons continué à assurer la coordination du SDG Land Momentum Group, qui assure l'avancée stratégique des efforts visant à améliorer les déclarations relatives aux cibles foncières (indicateurs 1.4.2, 5.a.1-2, 15,3 et 16,10). Nous avons renforcé notre leadership au sein des forums internationaux, où les déclarations relatives aux cibles foncières ont suscité un intérêt significatif de la part des autorités gouvernementales et de la société civile.

ESPACES POLITIQUES INFLUENCÉ

25

À L'ÉCHELLE MONDIALE

1

À L'ÉCHELLE RÉGIONALE

31

À L'ÉCHELLE NATIONAUX

152

REPRÉSENTANT(E)S
D'ORGANISATIONS POPULAIRES ET
DES PEUPLES DANS LES ESPACES
INTERNATIONAUX



97

FEMMES ISSUES DES MEMBRES
DE L'ILC DANS LES ESPACES
INTERNATIONAUX



45

JEUNES ISSUS DES MEMBRES
DE L'ILC DANS LES ESPACES
INTERNATIONAUX



DES DROITS FONCIERS POUR RÉSOUDRE LA CRISE MONDIALE DE LA NATURE ET DU CLIMAT

Il est essentiel de prendre d'urgence des mesures pour combattre la crise climatique et atteindre les objectifs de développement durable, celles-ci étant essentielles pour nous permettre de continuer à vivre sur cette planète. Sans l'ombre d'un doute, la **crise climatique** est la menace la plus grave à laquelle la Terre a été confrontée au cours des trois dernières années. La **Déclaration de la Mer Morte**, adoptée par les membres de l'ILC à l'occasion du Forum foncier mondial 2022, a historiquement positionné les droits fonciers comme une voie de sortie de la crise, en les portant à l'attention des décideurs climatiques.

Les Conventions de Rio des Nations Unies, respectivement la Convention sur la diversité biologique (CDB), la Convention-cadre sur les changements climatiques (CCNUCC) et la Convention sur la lutte contre la désertification (CLD), de même que les cadres environnementaux et les conférences des parties correspondantes, ont fourni à notre réseau des occasions cruciales d'agir à cette fin. De plus, notre tout nouveau programme **People, Climate and Nature** appuie la reconnaissance des membres en tant qu'alliés essentiels du combat contre les crises climatique et de la biodiversité, tout en veillant à ce que les politiques climatiques ne violent pas leurs droits à la terre et au territoire. Ce programme est axé sur trois piliers thématiques: la protection de la biodiversité et la dégradation des terres, les solutions climatiques, et les systèmes alimentaires durables.

"Les droits fonciers sont un moyen critique pour contrer la crise climatique. La lutte contre cette crise est une motivation centrale de notre travail pour une gouvernance des terres centrée sur les personnes. Nous sommes conscients de l'ampleur de notre tâche, et nous nous engageons à changer de toute urgence les systèmes qui font des ravages sur notre planète et ses habitants."

-DÉCLARATION DE LA MER MORTE 2022

RELIER LE CLIMAT AUX DROITS FONCIERS DANS LES ESPACES DE PLAIDOYER INTERNATIONAUX

En collaboration avec les femmes, les jeunes, les agriculteurs familiaux, les petits exploitants, les peuples autochtones et les populations pastorales membres de l'ILC, nous avons développé des messages climatiques soutenus par l'ensemble de notre réseau.

Nous avons par exemple organisé de vastes consultations auprès de 200 membres et spécialistes des droits fonciers avant la **COP27 de l'UNFCCC en 2022 en Égypte**, à l'occasion de laquelle nous avons soutenu 20 membres, coorganisé 12 événements parallèles et appuyé les revendications des femmes autochtones de notre réseau dans le cadre de la campagne « She Should Make the News » de Land Rights Now!. Pour en savoir plus sur la campagne, consulter la section « Les femmes luttent pour la justice climatique et contre le patriarcat ». De plus, neuf champion·nes des droits fonciers ont amplifié l'appel en faveur des **droits fonciers dans la justice climatique**, dont Fridah Githuku, Co-présidente du Conseil de l'ILC de l'époque et Directrice exécutive de Groots Kenya, qui a proféré avec véhémence notre message tout au long de la conférence:

« La terre et la nature sont les sources de subsistance les plus importantes pour l'humanité », a-t-elle expliqué. « Les menaces qui pèsent sur les terres suscitent des changements de comportement humain négatifs, qui accélèrent la crise climatique. La garantie des droits fonciers des peuples est l'une des solutions pour sortir de la crise climatique. »

C'était également la première fois que nous lançions une campagne médiatique numérique comportant des **messages sur le climat**, qui s'est avérée être un succès. Nous avons reçu 20 000 engagements et assisté à une croissance nette globale de l'audience de 25,4%, atteignant ainsi de nouveaux publics et améliorant la visibilité de l'ILC.

L'année suivante, lors de la **COP28 de l'UNFCCC aux Émirats arabes unis**, nous avons intensifié nos efforts. En coorganisant 19 événements parallèles et en soutenant 39 membres, nous avons continué à faire preuve d'unité, insistant sur l'importance des droits fonciers pour les petits exploitants, les agriculteurs familiaux et les populations pastorales. Nous avons en outre souligné leur rôle central dans la transformation des systèmes alimentaires pour la **résilience climatique** face à l'agriculture industrielle, un secteur responsable de l'**aggravation des inégalités foncières**.

Le Directeur exécutif de la Palestinian Farmers' union, Abbas Melhem, qui s'est rendu à la COP28 malgré la guerre menée par Israël contre Gaza et les violences accrues contre les agriculteurs palestiniens en Cisjordanie, a expliqué nos revendications:

« Je veux voir des droits fonciers et un accès garanti aux terres », a affirmé Abbas Melhem. « Il est impossible sur cette planète de pratiquer l'agriculture sans les petits exploitants. Pour redonner une âme à nos vies, nous devons ramener les agriculteurs sur leurs terres. C'est ce qui nous sauvera. »



Autre confirmation retentissante de l'intérêt porté à ces questions, **notre campagne sur les médias sociaux à l'occasion de la COP28** a donné lieu à une hausse de 119% des engagements sur nos différentes chaînes, par rapport à la même période les années précédentes.

En 2024, nous avons porté notre attention sur la **16e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB) (COP16)**, en Colombie, où nous avons célébré la reconnaissance des droits fonciers avec l'approbation de l'Indicateur des connaissances traditionnelles sur les régimes fonciers et l'utilisation des terres (HI 22,1), basé sur une méthodologie codéveloppée par l'ILC. Cet indicateur sera un outil puissant pour les efforts de plaidoyer de notre réseau. Vous pouvez en apprendre davantage sur ces questions dans la section consacrée aux données.

Il s'agissait de l'une des premières participations de l'ILC à cet espace, où nous avons soutenu plus de 30 membres et codirigé 16 événements parallèles et de nombreuses autres activités organisées par nos membres, dont une **conférence de presse** visant à promouvoir les droits fonciers des femmes en collaboration avec le Caucus des femmes de la CDB. Le stand de l'ILC est devenu un point de rencontre important pour les membres et une source d'informations sur les droits fonciers pour les passants, y compris pour de nombreuses personnes qui participaient pour la première fois à la Conférence des Parties de la CDB et qui ont utilisé ces informations pour aligner leurs stratégies d'engagement à l'avenir.

La Coalition des peuples autochtones et de la biodiversité des Philippines est entrée dans l'histoire avec **sa stratégie et son plan d'action en faveur de la biodiversité**, que le gouvernement philippin a promis d'intégrer dans son propre plan.

« Notre conseil est d'organiser des processus parallèles dirigés par les autochtones, au lieu d'essayer de s'introduire dans les espaces très limités ouverts par nos gouvernements. »

-JILL CARINO, COALITION DES PEUPLES AUTOCHTONES ET DE LA BIODIVERSITÉ

LES DROITS FONCIERS DES FEMMES À LA COP16 ↗

AGRICULTEURS ET PASTEURS À LA COP28 ↗

EN CONVERSATION AVEC JILL CARINO ↗

LES PEUPLES AUTOCHTONES RÉSISTENT À L'EXTRACTIVISME EN ARGENTINE

Les peuples autochtones de Jujuy, en Argentine, se sont joints à la Coalition des peuples autochtones et de la biodiversité des Philippines à l'occasion de la COP16 cette année. Ils se sont rendus à Cali pour poursuivre une manifestation, entamée il y a deux ans, contre l'exploitation de lithium, un minéral essentiel pour la **transition énergétique**, sur leurs territoires.

Leur campagne a démarré en 2023, lorsque Plurales, membre de l'ILC, a commencé à fournir un appui technique et financier aux manifestations des organisations locales de Jujuy contre l'extraction de lithium autorisée par l'État sans leur consentement préalable, libre et éclairé. Pour sensibiliser le public, ils ont produit un documentaire intitulé « **Litio: Qué hay detrás de la reforma** » [«Lithium: les dessous de la réforme»], diffusé dans divers espaces de plaidoyer dans le monde, y compris la COP28 de l'UNFCCC à Dubaï.

À la COP16 de la CDB, avec l'appui de Land Rights Now! et de la Plataforma de Defensores y Defensoras de la Tierra y el Territorio [Plateforme des défenseurs et défenseuses de la terre et du territoire], les communautés de Jujuy ont continué à exiger la fin des politiques extractivistes qui violent leurs droits.

« [L'extraction de lithium] pollue notre mode de vie, et c'est cette lutte-là qui est menée aujourd'hui, à Jujuy. Celle pour notre mode de vie. »

EXPLIQUE UN DÉFENSEUR DES DROITS FONCIERS DE JUJUY DANS UNE VIDÉO DE CAMPAGNE

DÉFENDRE JUJUY: PAS DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE SANS DROITS FONCIERS ➔



LES FEMMES LUTTENT POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE ET CONTRE LE PATRIARCAT

Dans notre réseau, les femmes qui transforment leur réalité à l'échelle locale se sont réunies dans des espaces de plaidoyer mondiaux pour donner un élan aux mouvements mondiaux pour un changement paritaire. Tout comme ceux des peuples autochtones, des populations pastorales et des jeunes, leurs travaux au cours du dernier triennat étaient axés sur le climat. À plusieurs reprises, elles ont participé à des forums internationaux pour plaider en faveur de leurs droits fonciers et faire connaître leur rôle de **protectrices des écosystèmes**.

À l'occasion de la COP27 et de la COP28 de l'UNFCCC, les femmes autochtones ont raconté leurs récits dans le cadre d'une campagne mondiale de Land Rights Now! intitulée « **She Should Make the News** ». Cindy Kobei, de la communauté des Ogieks, dans la forêt de Mau au Kenya, est venue à la COP27 pour mobiliser les jeunes autochtones dans la lutte contre la crise climatique et « faire naître une génération de défenseurs et **défenseuses autochtones des droits humains** ».

Chandra Tripura, du peuple autochtone des Tripuras, des Chittagong Hill Tracts, au Bangladesh, a fait passer un message similaire à la COP28:

« *Le savoir des peuples autochtones nous donne toujours la force de conserver notre unicité, et la richesse de notre culture nous enseigne cette notion de propriété collective ou de coresponsabilité au sein des communautés* », a-t-elle déclaré. « *Nos vies commencent et se terminent avec la terre.* »

À l'aide de maquettes de couvertures de magazine, de billets de blog et de publications sur les médias sociaux, les campagnes ont exigé une reconnaissance accrue du rôle joué par les femmes autochtones dans les solutions à la crise climatique. Ensemble, ces publications ont suscité un grand intérêt au niveau international, avec **plus de 31 000 impressions**.



« Quand il y aura une justice foncière, il y aura une justice climatique. On ne peut pas parler de l'une sans l'autre. »

CINDY KOBEI, OGIEK, MAU FOREST

« Nous autres, femmes campesinas, avons un potentiel considérable que nous n'avons pas encore totalement découvert ou exploité. C'est une question de leadership. Nous avons été amenées à croire que nous savions prendre soin des autres, que cela nous venait naturellement. Mais nous pouvons aussi prendre la tête de processus très intéressants qui nous tirent de la pénombre, de l'arriération et de l'isolement. »

DORA CORVALÁN

LE PREMIER FORUM FONCIER MONDIAL DES JEUNES

Les jeunes devront vivre avec les conséquences des décisions que nous prenons aujourd'hui en matière d'utilisation de la terre et sont pourtant souvent exclus des processus décisionnels. L'ILC crée des espaces pour leur permettre de mener des actions communes pour changer la situation.

À l'occasion du tout premier **Forum foncier des jeunes en Jordanie**, 100 jeunes de 35 pays se sont réunis dans l'optique de prendre des mesures pour s'assurer d'avoir les compétences et les connaissances nécessaires pour mener à bien la transition vers la *gouvernance foncière centrée sur les personnes*, mais aussi vers un *avenir équitable sur le plan du climat*.

À travers la campagne #GLFYAmbassadors sur les médias sociaux, ils ont atteint plus de 855 000 personnes, créant ainsi une dynamique qui a abouti à l'adoption de la **Déclaration des Jeunes** présentée à l'occasion du Forum foncier mondial et intégrée dans la **Déclaration de la Mer Morte**.

Cette déclaration braque les projecteurs sur le pouvoir collectif des jeunes de façonner un avenir durable et engage l'ILC à jouer un rôle de chef de file dans la lutte contre la crise climatique à l'échelle régionale et mondiale. Archana Soreng, jeune activiste climatique indienne et défenseuse des droits fonciers des jeunes, a souligné l'importance de cette occasion:

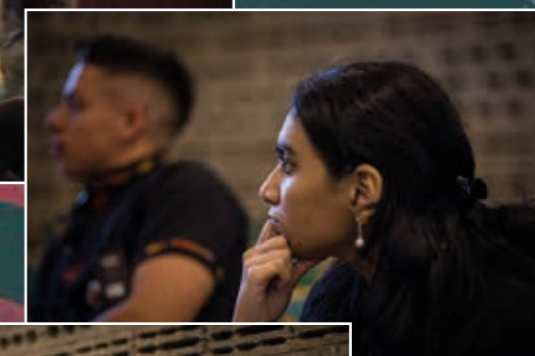
« Je suis très heureuse de rencontrer des jeunes et des communautés locales et peuples autochtones du monde entier qui plaident pour les droits fonciers. Ils sont pour moi une source d'inspiration et de force. Le respect et la solidarité font toute la différence. Nous sommes solidaires dans l'action climatique et unis pour les droits fonciers. »



[À LA DÉCLARATION DES JEUNES ↗](#)

[EN SAVOIR PLUS SUR LE FORUM DES JEUNES ↗](#)

MARCH 26-27
YOUTH
GLOBAL LAND FORUM 2022 JORDAN



ÉTUDE DE CAS

LES POPULATIONS PASTORALES MASSAÏES LUTTENT POUR UNE CONSERVATION AXÉE SUR L'HUMAIN

Les éleveurs massaïs vivent durablement sur leurs terres depuis des générations, faisant appel à des pratiques de gestion des terres mobiles et adaptables, qui protègent et améliorent **la biodiversité des écosystèmes et la résilience face aux changements climatiques**. Malgré cela, en juin 2022, le gouvernement tanzanien a **pris un arrêté d'expulsion** pour éloigner de force 150 000 autochtones massaïs des aires de conservation Loliondo et Ngorongoro, dans la lignée de dizaines d'années de politiques donnant la priorité au tourisme naturel des élites et à la « conservation forteresse » plutôt qu'à leurs droits.

Ces dernières années, le gouvernement a également commencé à interrompre les services essentiels aux territoires massaïs pour tenter en parallèle de forcer les populations pastorales à quitter leurs terres.

De nombreux leaders massaïs protestant contre ces expulsions ont subi des représailles, y compris des peines de prison, et en 2022 la répression du gouvernement a suscité une campagne médiatique mondiale pour faire pression sur l'État pour qu'il mette fin aux déplacements massaïs.

L'ILC a aidé ses membres à porter ces luttes à l'attention du public. Le Coordonnateur de l'ILC Afrique de l'époque, Audace Kubwimana, a fait connaître ces abus sur **BBC World Service, le porte-parole du Forum PINGOs, membre de l'ILC**, l'a fait sur **BBC Africa** et Al Jazeera a braqué les projecteurs sur cette histoire grâce à une **couverture virale**.

En mai 2023, l'ILC a organisé différentes réunions de représentants des Massaïs de notre réseau **en Allemagne, en Italie et au siège de l'UE**, incitant les institutions européennes à cesser tout financement rendant possibles ces violations des droits humains. Partiellement en réponse à ces efforts, **l'Union européenne a retiré la Tanzanie de sa liste de financement** des actions de conservation en 2024, citant les graves violations des droits humains perpétrés par l'État à l'encontre des Massaïs. Nous avons parlé à un défenseur local des droits fonciers après cette victoire, qui a préféré rester anonyme, par peur de représailles de la part du gouvernement.

"Nous pouvons voir maintenant qu'au moins une certaine forme de discussion a lieu. Nous essayons de trouver des ouvertures de dialogue avec le gouvernement et les institutions européennes", ont-ils affirmé, "mais nous nous trouvons maintenant dans une situation de confrontation avec le gouvernement. Il n'est pas satisfait de ce qui s'est passé".

EN SAVOIR PLUS ↗

COUVERTURE DE LA BBC ↗

LA DÉLÉGATION MAASAI À RENCONTRER LES DIRIGEANTS EUROPÉENS ↗

DÉFENDRE LES DROITS FONCIERS DES FEMMES

Toutes les femmes que nous vous avons présentées dans ce rapport pourraient vous dire que leur lutte pour les droits fonciers est d'autant plus difficile à cause de leur genre. Outre les « suspects habituels », comme la persécution, les menaces d'accaparement des terres et l'offensive de l'agriculture de grande échelle et des industries extractives, les femmes doivent aussi faire face à des normes sociales et juridiques patriarcales qui **entravent leur accès aux terres et à la propriété**.

En faisant connaître l'histoire des femmes propriétaires dans le monde grâce au plaidoyer, au renforcement des capacités et à une approche narrative, **la campagne Stand for Her Land** est une plateforme internationale qui permet aux membres de rompre avec les politiques et les pratiques discriminatoires à l'égard des femmes. Ces trois dernières années, les membres de l'ILC en Colombie, au Sénégal, en Ouganda et au Bangladesh se sont mobilisés dans le cadre de la campagne, chacun avec ses propres objectifs de plaidoyer spécifiques à leur pays, et ont collaboré pour créer un monde où les femmes peuvent prospérer, contribuer à la gestion de leurs terres et jouer un rôle moteur dans ce domaine. Au Bangladesh, par exemple, moins de 13% des femmes rurales propriétaires détiennent des droits documentés, et seules 4-5% ont le contrôle de leurs terres. Les membres de la campagne dans ce pays ont privilégié le renforcement de leur pouvoir dans les espaces de plaidoyer nationaux pour exiger une meilleure application des lois foncières et successorales dans le pays.

À LA CAMPAGNE ↗

STAND FOR HER LAND
HER RIGHTS. HER LAND. A BETTER FUTURE FOR



RÉSISTER EN PLEIN GÉNOCIDE EN PALESTINE

« Nous sommes enracinés en Palestine, tout comme le sont nos oliviers »

- **ABBAS MELHEM, ABBAS MELHEM, DIRECTEUR EXÉCUTIF DE LA PALESTINIAN FARMERS' UNION**

En Palestine, les agriculteurs de notre réseau continuent de vivre dans des conditions très dures depuis le début de la riposte par l'armée et les colons israéliens aux attaques du Hamas du 7 octobre 2023. Cette violence empêche les agriculteurs de cultiver leurs terres en raison de déplacements forcés, d'attaques et d'exécutions. Au 7 octobre 2024, la Palestinian Farmers' Union, membre de l'ILC, qui s'attache à documenter les abus perpétrés contre les agriculteurs en Cisjordanie, **a signalé un nombre choquant de 7 861 attaques** contre les agriculteurs dans la région depuis le début de la guerre d'Israël contre Gaza.

Cette situation s'accompagne d'un lourd tribut à payer, non seulement en termes de vies, mais aussi de moyens d'existence futurs pour les agriculteurs palestiniens. L'industrie de l'huile d'olive, essentielle pour la Cisjordanie, représente 15% de son PIB agricole, et soutient 100 000 familles. **Les pertes pourraient atteindre 50 millions d'USD** pour la seule saison 2024.

Nos membres en Palestine (Arab Centre of Agriculture Development [ACAD], Agriculture Development Association [PARC], Palestinian Farmers' Union [PFU] et SHARAKA) refusent de baisser les bras, et continuent de se mobiliser par le biais de blocages et la fourniture d'une aide d'urgence essentielle prenant la forme d'aliments et d'autres biens de base aux personnes affectées en Cisjordanie. Ils l'ont fait à leurs dépens et à ceux de leurs familles. Bon nombre d'entre eux ont été menacés, emprisonnés, et pleurent la perte d'un être cher.

Rahaf Rifai, jeune militante pour les droits fonciers qui travaille avec l'ACAD, nous a appris que le fait d'anticiper la reconstruction (défense des *connaissances agricoles autochtones* et du bien-être psychologique des agriculteurs) les aide à tenir le coup dans une période autrement désespérée.

« S'il y a bien une chose qui me donne de l'espoir, c'est bien mon peuple, parce que je sais à quel point nous sommes résilients », nous a-t-elle confié. « Notre volonté de vivre l'emportera. Je sais que cette guerre est très dure, mais elle ne viendra pas à bout de notre peuple. Nous en sortirons plus forts, plus résilients, et encore plus déterminés à changer notre réalité. »

RAHAF RIFA



[ÉCOUTE CE QUE RAHAF A À DIRE ↗](#)

[AU RAPPORT ↗](#)

En tant que réseau, nous nous sommes mobilisés collectivement en solidarité avec nos membres de Cisjordanie en publiant des déclarations en **novembre 2023** et **septembre 2024**. Nous restons profondément bouleversés par la guerre incessante d'Israël contre la Palestine, et plaidons pour une solidarité internationale pour protéger des vies innocentes, un cessez-le-feu immédiat et une aide humanitaire non discriminatoire.

En soutien à une *Palestine libre*, nous avons fait entendre la voix de nos membres par le biais, par exemple, de notre série « In Conversation With » et de notre centre de ressources **Understanding Palestine**. Nous sommes fiers que notre campagne en faveur de la Palestine ait attiré l'attention du média international **Al Jazeera** et suscité 14 000 impressions sur les réseaux sociaux.

« Personne ne peut supporter ce qui se passe ici [mais] nous ne partons pas ».

THAER FAKHOURY PARLE, ARAB CENTER FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

[À NOTRE CAMPAGNE « COMPRENDRE LA PALESTINE » ↗](#)

[THAER FAKHOURY SPEAKS ↗](#)

ÉTUDE DE CAS

ALIMENTER LES PLANS D'ACTION MONDIAL ET RÉGIONAL DE LA DÉCENNIE DES NATIONS UNIES

La Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale 2019-2028 est le fruit d'un long processus de plaidoyer qui a démarré avec la campagne relative à l'Année internationale de l'agriculture familiale 2008, coordonnée par le Forum rural mondial, membre de l'ILC, et menée par des organisations consacrées à l'agriculture familiale.

Dès 2018, des initiatives régionales avaient été lancées, tissant des liens forts entre les efforts mondiaux et régionaux en faveur d'une stratégie commune. Ce travail préparatoire a conduit à la déclaration faite par l'ONU en 2017 concernant la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale, approuvée par l'ILC et d'autres parties prenantes comme le FIDA et la FAO, visant à inspirer un engagement politique mondial en faveur des agriculteurs familiaux.

Nous avons poursuivi notre plaidoyer au cours du dernier triennat. En mars 2024, l'ILC a organisé une session charnière à l'occasion de la Conférence mondiale sur l'agriculture familiale, consacrée aux régimes fonciers sûrs, en particulier pour les femmes et les jeunes ruraux, comme pierre angulaire pour les objectifs de la Décennie, les ODD, et **des systèmes alimentaires durables**.

Jusqu'ici, 19 Coalitions nationales pour l'accès à la terre ont mené des activités liées à la Décennie, et sept pays ont adopté des politiques relatives à l'agriculture familiale, y compris le Kirghizistan, où un plan d'action nationale a été formulé en consultation avec les agriculteurs locaux.



ÉTUDE DE CAS

SÉCURISER LES TERRITOIRES AUTOCHTONES POUR PROTÉGER LA VIE EN AMÉRIQUE LATINE

En 2023, 25 organisations autochtones et de la société civile se sont associées à Land Rights Now! pour lancer la campagne «Sécuriser les territoires autochtones pour protéger la vie» en Argentine, en Bolivie, au Chili, en Équateur et au Pérou, dans le but de lutter contre les violations et de **défendre les personnes militant pour la terre et l'environnement**.

Trois porte-paroles, **Neydi** Juracán, une leader maya kaqchiquel, **Diocelinda** Iza, leader autochtone kichwa du peuple Panzaleo, et **Oseas** Barbarán, leader des Shipibo Konibo et Président de la Confédération des nationalités amazoniennes du Pérou, ont donné de l'écho aux revendications, et obtenu des résultats impressionnants.

Leur campagne a non seulement atteint plus de 363 000 personnes grâce à 27 000 interactions sur les médias sociaux, mais elle a aussi généré 17 articles dans les médias régionaux et nationaux.

« Lorsque l'on ne dispose pas de droits sûrs sur la terre et le territoire, d'autres droits fondamentaux sont également violés, comme le droit à un hébergement, à l'eau, à la santé, à l'éducation, à l'alimentation et à la liberté de circulation. »

Neydi Juracán, porte-parole de la campagne

EN SAVOIR PLUS ↗

RENCONTRER DIOCÉLINDE ↗

RENCONTRER NEVDI ↗

RENCONTRER OSEAS ↗

ÉTUDE DE CAS

LE FORUM FONCIER MONDIAL DE JORDANIE ET LA DÉCLARATION DE LA MER MORTE

En 2022, nous avons organisé le **Forum foncier mondial** dans un pays du Moyen-Orient pour la première fois. Cet événement était hébergé par le Ministère jordanien de l'agriculture et SEEDS, en partenariat avec l'UE et sous le patronage du Roi Abdullah II.

Il a permis à notre réseau de renouer le contact, d'élaborer des stratégies et de collaborer après deux années de restrictions liées à la pandémie.

Le Forum a débouché sur la Déclaration de la Mer Morte, qui a insisté sur l'urgence de lutter contre la crise climatique, de faire avancer le leadership des jeunes et de défendre les droits fonciers des femmes et la justice de genre. Les membres ont aussi choisi d'utiliser la déclaration pour exprimer leur solidarité avec les membres et communautés des Territoires palestiniens occupés, plaidant pour la *justice*, la *paix*, la *dignité* et la protection contre les dépossessions, annexions et *préjudices écologiques* découlant de l'occupation.

EN SAVOIR PLUS ↗

À LA DÉCLARATION DE LA MER MORTE ↗



PRINCESSE BASMA BINT TALAL ↗



JOUR 1 ↗



JOUR 2 ↗



JOUR 3 ↗



JOUR 4 ↗



CHAPITRE 4

APPRENTISSAGE

LE CŒUR DE NOTRE RÉSEAU



Tout au long de ce rapport, nous avons retracé les défis similaires auxquels sont confrontés les différents mouvements communautaires de défense des droits fonciers dans le monde: le chef Semenou Ankou au Togo et Reng Young Mro au Bangladesh résistent aux accaparements des terres, les petites exploitantes Dora Corvalán en Argentine et Teresita Tarlac dans les Philippines font face à l'assaut des grandes agroentreprises, et Anci Tatawi en Indonésie et María Elena Quimbiamba en Équateur luttent pour l'égalité entre les genres dans des contextes sociaux et politiques patriarcaux. Ils ont tous les six choisi de défendre leurs terres et territoires, en sachant pertinemment qu'ils mettaient leur bien-être physique et mental en jeu.

Les histoires d'Ankou, de Mro, de Corvalán, de Tarlac, de Tatawi et de Quimbiamba prennent de l'ampleur lorsqu'elles sont racontées côte à côte, fusionnant pour former les éléments constitutifs d'un récit solide sur la situation des droits fonciers dans le monde. Un phénomène similaire se produit lorsque nos membres s'unissent pour apprendre les uns des autres. En tant que réseau, nous gagnons en force et en dynamisme lorsque nous partageons les victoires et les pièges que nous rencontrons dans nos combats individuels pour les droits fonciers, et en tirons des enseignements.

« Nous estimons qu'il est nécessaire de promouvoir davantage la formulation et l'échange d'expériences de notre organisation avec d'autres processus organisationnels qui travaillent à l'échelle communautaire et régionale, car cela renforcera notre action. De la même façon, il est nécessaire pour nous de forger des alliances avec d'autres membres, de façon à nous protéger les uns les autres contre les dangers. »

-RÉPONSES OUVERTES À L'ENQUÊTE KEYSTONE 2024

ÉCHANGES DE CONNAISSANCES À L'ÉCHELLE MONDIALE

Entre 2023 et 2024, nous avons organisé une série d'échanges de connaissances qui ont affiné nos stratégies en faveur de la gouvernance foncière centrée sur les personnes. Grâce à des visites sur le terrain, à des ateliers et au temps passé ensemble, nos membres sont sortis inspirés et redynamisés de ces échanges et se sont encouragés les uns les autres à poursuivre la lutte pour leur droit à la terre.

AUX ÉCHANGES D'APPRENTISSAGE 7

61

PRODUITS DU SAVOIR

65

FORMATIONS/SESSIONS DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

1.559

STAGIAIRES PARTICIPANT AUX FORMATIONS DE L'ILC

Connaissances et résistances en Colombie

En juin 2024 en Colombie, plus de 50 femmes d'organisations du monde entier se sont réunies pour l'échange de connaissances « **Semer les connaissances et la résistance** » soutenu notamment par **Stand for Her Land**.

Cette réunion a permis de prendre des mesures concrètes pour faire progresser à la fois la justice entre les genres et les droits fonciers des femmes, par l'intégration de programmes de genre dans les Coalitions nationales pour l'accès à la terre, la formation d'un groupe de travail consacré au genre, et la mise en place d'« espaces de soins sûrs », d'une composante de soutien psychosocial fondé sur le féminisme et d'un mécanisme d'identification des risques. L'événement a aussi ouvert de nouvelles voies pour la collaboration et la solidarité entre Coalitions nationales pour l'accès à la terre, inspirées par la participation de représentantes des Coalitions du Bangladesh et de l'Ouganda.



UN VOYAGE VISUEL ↗

VIDÉO : UN ACCUEIL CHALEUREUX ↗

ENTRETIENS AVEC LES FEMMES ↗

PLUS DE LA COLOMBIE ↗



« Cet événement m'a fait réaliser que nous n'étions pas seules; les femmes du monde entier visent les mêmes objectifs. Cela m'a donné une plus grande confiance et m'a remotivée. »

- WILLET SALUE, CHEFFE DE PROJET POUR WOMEN NGO SECRETARIAT OF LIBERIA (WONGOSOL)

Renforcer les partenariats entre gouvernements et société civile en Ouganda

Le même mois que la réunion des femmes de notre réseau en Colombie, 160 décideurs politiques, spécialistes juridiques, leaders communautaires et groupes de plaidoyer de 35 pays se sont réunis en Ouganda, à l'occasion d'une **semaine de l'apprentissage** sur *les partenariats entre gouvernements et OSC*.

Ensemble, ils ont participé à des sessions plénières interactives et visites de terrain, examiné des approches innovantes et forgé des synergies qui améliorent la transparence, l'équité et le développement durable du secteur foncier.

Pendant cet événement, nous avons identifié des alliés gouvernementaux possibles en Ouganda, au Cameroun, au Burkina Faso, à Madagascar, en Colombie et en RDC. Ces acteurs joueront un rôle clé pour nous aider à maintenir les droits fonciers au premier rang des priorités des gouvernements. La Vice-Présidente de l'Ouganda, Jessica Alupo, est sortie de l'événement avec l'envie de le faire.

PLUS DE L'UGANDA ↗

ENTRETIEN AVEC JUDITH NABAKOOBA ↗



« Il est vital que les administrateurs du secteur foncier adoptent une approche proactive et innovante pour garantir l'utilisation optimale des terres, puisque cela nous aidera tous à répondre aux besoins en pleine évolution du secteur foncier dans le contexte général de la transformation socioéconomique du 21e siècle »

MME JESSICA ALUPO, VICE-PRÉSIDENTE DE L'UGANDA

Créer une dynamique pour la conservation axée sur l'humain au Kenya

L'Ouganda était le deuxième de deux échanges de connaissances organisés en Afrique pendant cette période. En octobre 2023, 190 défenseurs et défenseuses des droits fonciers de toute l'Afrique se sont réunis au Kenya pour renforcer leurs efforts en faveur d'une justice climatique axée sur l'humain et pour résister aux initiatives de conservation forteresse qui déplacent les communautés de la région.

Pendant l'échange de connaissances Afrique, nous avons partagé des expériences et stratégies visant à renforcer le rôle des femmes et des jeunes dans le plaidoyer en faveur des droits fonciers, à accroître la résilience communautaire, à optimiser la gestion des terres et à stimuler le développement économique.

Les participants ont reconnu le besoin d'une collaboration continue et conjointe entre différentes parties prenantes, telles qu'organismes gouvernementaux, ONG et communautés. Ils se sont donc engagés à établir des plateformes de partage d'expériences réussies et de leçons tirées entre pays africains engagés dans la conservation communautaire.



[TÉLÉCHARGER LE RAPPORT ↗](#)

[PLUS DE KENYA ↗](#)



« Les personnes issues de tout le continent africain qui partageaient mes valeurs ont été une source d'inspiration pour moi, en ma qualité de représentante de la communauté autochtone Yaaku. Cet événement nous a donné un forum pour partager nos difficultés et réussites en matière de conservation et de droits fonciers, et j'y ai appris des stratégies précieuses que je peux rapporter chez moi. »

– RACHEAL MALKA MPELETION, REPRÉSENTANTE DE LA COMMUNAUTÉ AUTOCHTONE YAAKU

S'unir pour l'inclusion sociale et la jeunesse en Indonésie

Les jeunes de notre réseau se sont rassemblés pendant notre échange de connaissances de mai 2023 à **Bali, en Indonésie**. Organisé en collaboration avec la Tenure Facility, la Coalition for Tenure Justice Indonesia et l'Institut Samdhana, cet échange mondial de connaissances a réuni plus de 120 participants, dont 20 membres de l'ILC.

Pendant l'événement, les participants ont élaboré des stratégies pour *améliorer l'inclusion des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés dans la sécurisation des droits fonciers* et favoriser la mise en place d'espaces de dialogue entre les communautés locales et les représentants des gouvernements. Dans un moment clé d'apprentissage, plus de 60 jeunes se sont rendus dans des communautés de Java, du Nusa Tenggara occidental et de Bali, pour en apprendre davantage sur les difficultés rencontrées par un peuple qui a toujours vécu *en harmonie avec son environnement*. Ils y ont rencontré Suyitno et Nuraini, un défenseur et une défenseuse des droits fonciers et environnementaux de Pancer, au Java oriental, qui luttent pour protéger les magnifiques récifs coralliens de Pancer contre les opérations minières dans la zone.



PLUS DE L'INDONÉSIE ↗



« Notre combat s'est transformé en lutte pour préserver notre mode de vie et protéger l'environnement. Je prends beaucoup de risques et je fais beaucoup de sacrifices. Pourquoi? Pour les générations futures qui ont besoin d'un environnement sain et propre »

NOUS EXPLIQUE NURAINI

LA LUTTE CONTRE LES SOCIÉTÉS MINIÈRES ↗

UN VOYAGE VISUEL ↗

RÉUNIR

60

PARTICIPANTS

VISITER

4

COMMUNAUTÉS

Après avoir partagé leurs expériences, recherché des solutions et avoir exprimé leur solidarité les uns pour les autres, de jeunes leaders de l'ILC se sont rassemblés pour former un Groupe de référence sur les terres. Entre 2023 et 2024, ce groupe a joué un rôle déterminant dans l'élaboration de solutions dirigées par des jeunes dans les *espaces consacrés au climat et à la nature*, en particulier à la Semaine pour le climat de l'Asie et Pacifique 2023, à l'occasion de laquelle il a organisé un débat hybride sur la **création d'espaces pour permettre aux jeunes en Asie de diriger les solutions climatiques**, dont les principaux porte-paroles étaient six jeunes leaders.

LES JEUNES LEADERS PRENNENT LES DEVANTS

Ces trois dernières années, nous avons travaillé dur non seulement en Asie, mais partout dans le monde, pour créer des espaces permettant aux jeunes de remettre en cause le *status quo* sur leurs luttes pour les droits fonciers.

Des jeunes se sont rassemblés dans le cadre du **Programme 2023-24 pour le leadership des jeunes** pour renforcer leurs initiatives de plaidoyer en faveur des droits fonciers, du climat et des droits des femmes. Leurs priorités, qui diffèrent peu de celles de María Elena Quimbiamba sur la conservation dirigée par la communauté en Équateur ou de celles de Reng Young Mro contre l'accaparement des terres au Bangladesh, serviront de fondement à l'avenir de l'ILC.

La promotion 2023-2024, comptant 23 boursiers et boursières, s'est agrandie par rapport à celle de l'année précédente, qui en comptait 21.

Pendant l'initiative de 18 mois dirigée par de jeunes leaders de plus de 30 organisations membres de l'ILC, ils ont appris ensemble à utiliser un campus numérique, dans le cadre d'ateliers de gestion de projet et de leadership, de coaching individuel et de 22 projets d'innovation financés par l'ILC.

Le programme axé sur le genre comprend également une série d'événements mondiaux et régionaux conçus pour amplifier les voix des jeunes dans le domaine de la gouvernance foncière et favoriser la reconnaissance de l'importance de l'inclusion des jeunes au sein de l'ILC. Début 2024, les jeunes participants se sont réunis pour la première fois pendant un atelier d'une semaine en Thaïlande, créant des accords et alliances communs.

« Nos problèmes de droits fonciers ne sont pas foncièrement différents », affirme Doris Munyingi, jeune boursière et coprésidente de l'ILC qui travaille avec Groots, Kenya. « Ils sont très similaires partout dans le monde, c'est juste qu'ils se présentent sous différentes formes. Et nous pouvons désormais agir ensemble! »

Il est revigorant de voir que les boursiers prennent déjà les devants dans les principaux espaces de plaidoyer du monde (y compris les semaines pour le climat et les COP des Conventions de Rio), où ils ont communiqué les points de vue des jeunes, consolidant ainsi leur rôle de leaders d'opinion. Kantuta Conde, jeune défenseuse bolivienne des droits fonciers et membre du programme 2021-2022 pour le leadership des jeunes, a fait connaître sa lutte pour les droits fonciers autochtones dans le cadre de la campagne « **She Should Make The News** » de Land Rights Now!, pendant la COP27. Elle y a transmis un message fort:

« Les peuples autochtones ne sont pas des victimes. Les jeunes autochtones sont les gardiens de l'action climatique. »

REGARDER LA VIDÉO ↗

JUSTICE EN MATIÈRE DE GENRE

VERS UNE COALITION PLUS PARITAIRE

L'apprentissage collectif sur la justice de genre est l'une de nos initiatives les plus importantes entreprises pour briser les cycles d'injustice entre les genres au sein de notre coalition et de nos partenariats.

Au cours du dernier triennat, pendant une série de laboratoires d'apprentissage sur la justice de genre, nous avons œuvré pour accroître la sensibilisation, remettre en cause les normes et forger des alliances pour respecter notre promesse en faveur de la justice de genre. Lors des 10 laboratoires organisés entre 2022 et 2024, les membres de l'ILC, y compris ceux du Réseau de spécialistes du genre de l'ILC, ceux du réseau Women for Women et les points focaux des examens des questions d'égalité entre les genres, ont présenté des exemples d'expériences réussies et des outils. Ces laboratoires sont essentiels pour faire avancer les initiatives de justice de genre qui peuvent aider à créer des cultures professionnelles sensibles à la dimension de genre et des espaces sûrs pour tous et toutes, ainsi qu'à soutenir la participation et le leadership des femmes. Des laboratoires clés ont inclus des approches transformatrices en matière de genre, certains ont axé leur travail sur les meilleures pratiques en matière d'examen internes des questions d'égalité entre les genres et de rapports externes CEDAW, tandis que d'autres luttent contre les questions émergentes en matière de justice de genre, comme les approches non binaires dans le secteur foncier et la décolonisation du féminisme.

« Les organisations populaires et des peuples doivent se rassembler pour échanger des idées, éduquer les femmes sur leurs droits et se mobiliser pour former un front uni »

-DIOCELINDA IZA,
LABORATOIRE D'APPRENTISSAGE SUR LA DÉCOLONISATION DU FÉMINISME

JOYCE PESHU, LAURÉATE DU PRIX AFRICAIN DE LA JUSTICE POUR LES FEMMES DE L'ILC ↗

RENCONTREZ NOS CHAMPIONS DE LA JUSTICE POUR LES FEMMES EN AFRIQUE ! ↗



RAPPORT FINANCIER

L'objectif budgétaire de l'ILC pour la période triennale était de 42 millions d'USD, divisés de manière équitable entre les financements de base (pour le plan de travail triennal) et les financements levés – ou directs (pour les plateformes dirigées par les membres, en particulier les Coalitions nationales pour l'accès à la terre). Nous avons dépassé nos objectifs, grâce à l'engagement continu des cinq donateurs clés de l'ILC et aux efforts accrus déployés pour aider les plateformes à lever des fonds. L'Union européenne (UE), par l'intermédiaire de la Direction générale des partenariats internationaux de la Commission, le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ), la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Fonds philanthropique Wellspring (WPF) ont renouvelé leurs contributions et, dans trois cas (UE, DDC et BMZ), les ont complétées, y compris pour financer le Forum foncier mondial 2025, pour lequel l'ILC a également réussi à rallier de nouveaux donateurs.

Pendant ce triennat, l'ILC a aussi continué à explorer des sources de financement autres que les voies bilatérales et multilatérales, en particulier pour tirer parti des possibilités offertes par l'initiative phare sur le climat et la nature et les programmes relatifs aux droits fonciers des femmes. Nous avons construit et renforcé des partenariats avec des bailleurs intervenant en faveur du climat et de la nature, y compris la Rainforest Trust, et soutenu la participation de quatre Coalitions nationales pour l'accès à la terre (Bangladesh, Colombie, Ouganda et Sénégal) au programme Stand4HerLand avec Landesa et d'autres partenaires.

Les états financiers audités de l'ILC pour chaque année du triennat sont disponibles publiquement sur le site web de l'ILC :

[2021-22 ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS ↗](#)

[2022-23 ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS ↗](#)

TABLE 1

Progrès vis-à-vis des objectifs triennaux (comprendent les contrats devant encore être signés en 2024)

TYPE DE FINANCEMENT	OBJECTIF EN USD	CONTRIBUTIONS EN USD	ÉCART
Core	21 000 000	21 324 961*	(+324 961)
Leveraged (global)	7 000 000	8 606 326	(+1 606 326)
Leveraged (members)	14 000 000	14 289 275	(+289 275)
Total	42 000 000	44 220 562	(+2 220 562)

L'ILC continue de fournir un appui aux plateformes, en particulier aux NLC, en proposant des cliniques de mobilisation des ressources aux coordonnateurs, coordinatrices et membres des groupes de pilotage et en organisant des sessions de formation et d'échange pour les coordonnateurs et coordinatrices de différentes régions. Au cours de ce triennat, la Coalition a soumis **180 propositions de financement, dont 13 portant sur les financements de base et 167 sur les fonds levés.**

Parmi ces derniers, 66 (40%, pour 22,9 millions d'USD) ont abouti, 57 (34%) n'ont pas abouti et 42 (26%) attendent encore une réponse des donateurs (voir le tableau 2). Ces chiffres sont comparables à ceux du triennat précédent, au cours duquel 102 propositions de levée de fonds ont été soumises, mais seules 24 (23%) ont abouti. À noter, les 13 propositions relatives aux financements de base ont toutes été retenues.

TABLE 2

Aperçu des propositions de levée de fonds soumises au cours des trois dernières années au 11 novembre 2024

RÉGION	SOU MIS	RÉUSSITE	SANS SUCCÈS	EN ATTENTE	EN ATTENTE (M USD)	GARANTI (M USD)
Africa	71	24	30	17	19,2	1,9
Asia	43	19	10	14	6,26	6,31
EMENA	1	0	1	0	0	0
LAC	42	16	14	12	1,31	6,527
GLOBAL	10	7	2	1	22,41	8,2
Total	167	66	57	44	49,2	22,9

Les plateformes dirigées par l'ILC suivantes ont réussi à mobiliser des fonds directement en 2022-24:

PLUS D'UN MILLION D'USD

Asie	NLC Kirghizistan, NLC Philippines
ALC	NLC Pérou (2 subventions), RP Semiáridos

ENTRE 100 000 ET 1 MILLION USD

Afrique	NLC Tanzanie (2 subventions), RP5 IPs Afrique, NLC Cameroun (2 subventions), NLC Liberia (2 subventions)
Asie	NLC Bangladesh, NLC Indonésie, NLC Népal, NLC Philippines
ALC	CLN Colombie et Pérou, CLN Guatemala, RP Semiáridos

MOINS DE 100 000 USD

Afrique	NLC Burkina Faso, NLC Cameroun, NLC RDC, NLC Kenya, NLC Madagascar, NLC Afrique du Sud, NLC Togo, NLC Ouganda
Asie	NLC Bangladesh, NLC Cambodge, NLC Indonésie ; NLC Népal, NLC Philippines et Indonésie, NLC Philippines (3 subventions) ; Gouvernance Asie (assemblée régionale) via KPA ; RP Restauration des écosystèmes Asie
ALC	NLC Pérou, groupe de travail sur la propriété intellectuelle ; NLC Pérou, Argentine, Colombie, Guatemala, RP LED Groupe de travail « Jeunesse » ALC (2 subventions) ; Plateforme des défenseurs ; RP Agriculture familiale ALC
Afrique	NLC Liberia (2 subventions) ; NLC Malawi (2 subventions) ; NLC Sénégal ; NLC Tanzanie (2 subventions) ; NLC Ouganda (2 subventions) ; Plateforme jeunesse Afrique

Les bailleurs suivants ont directement financé les travaux des plateformes de l'ILC au cours des trois dernières années:

Art and Humanities Research Council UK	Fonds international de développement agricole (FIDA)	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
Banque africaine de développement	Global Agriculture and Food Security Program (GAFSP)	Programme global du GIZ « Protection et réhabilitation des sols pour la sécurité alimentaire » (ProSol)
British Academy	Institut international pour l'environnement et le développement (IIED)	Rainforest Trust
Climate and Land Use Alliance (CLUA)	Kerk in Actie	Stockholm Environmental Institute (SEI)
DAKI – Semiárido vivo (FIDA)	Land For Life (Deutsche Welthungerhilfe)	Union européenne
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH (GIZ)	Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ)	USAID
Direction suisse du développement et de la coopération (DDC)	Netherlands Enterprise Agency (RVO)	Voice Innovation Facility
Fondation Ford	OXFAM	We EFFECT
Fondation Siemenpuu		World Resources Institute (WRI)



STRATEGIC PARTNERS AND CORE DONORS
SOCIOS ESTRATÉGICOS Y DONANTES PRINCIPALES
PARTENAIRES STRATÉGIQUES ET DONATEURS PRINCIPAUX



Government of the Netherlands



PROGRAMME FUNDERS
FINANCIADORES DEL PROGRAMA
FINANCEURS DU PROGRAMME



SUIVEZ-NOUS SUR



landcoalition



@landcoalition



@landcoalition



landcoalition

SECRÉTARIAT DE LA COALITION INTERNATIONALE POUR L'ACCÈS À LA TERRE

C/O FIDA Via Paolo di Dono 44 , 00142-Rome, Italie tél.. +39 06 5459 2445

fax +39 06 5459 3445 info@landcoalition.org | www.landcoalition.org